



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

Epinal, le 8 septembre 2014

Unité Territoriale des Vosges

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société SITA LORRAINE à MENARMONT

--	--	--

Handwritten signature or scribble.

1 CONTEXTE

La société SITA LORRAINE a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1510/2004 à poursuivre l'exploitation par rehaussement du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de la « Haie Rousse » située sur le territoire de la commune de MENARMONT.

L'installation de stockage de déchets non dangereux de la Haie Rousse à MENARMONT est exploitée depuis 1977. L'exploitation s'est déroulée sur 3 sites :

- site 1 : correspondant au site exploité de 1977 à 1988 et sur lequel est aujourd'hui implantée une plate-forme de compostage ;
- site 2 : exploité de 1988 à juin 1999, puis exploité par rehausse sur une partie, de mai 2009 au 31 décembre 2011 (appellation site II). Les différentes zones techniques de l'installation de stockage y ont été installées (locaux administratifs, unité de traitement des lixiviats, torchère, ...) ;
- site 3 : autorisé depuis 1996 et en exploitation de juin 1999 à mai 2009.

L'exploitation du site a été arrêtée le 31 décembre 2011. Depuis le 15 juin 2004 près de 829 843 tonnes de déchets ont été acceptés sur le site.

Le 05 mars 2013, l'exploitant a transmis à Monsieur le Préfet des Vosges un mémoire sur la réhabilitation du site ainsi qu'un dossier de demande de servitude d'utilité publique. Le second dossier sera traité dans un rapport distinct. Les grandes étapes du réaménagement final du site sont :

- la mise en place d'une couverture finale sur les stockages de déchets puis la revégétalisation ;
- la reprise et le maintien des systèmes de collecte et de traitement du biogaz et des lixiviats ;
- la reprise des fossés de collecte des eaux de ruissellement.

Les propriétaires des terrains et Monsieur le Maire de Ménarmont ont été consultés sur la notification de mise à l'arrêt du site et les propositions d'usage futur. Les Consorts DE RAVINEL, propriétaires des terrains, ont indiqué dans leur réponse du 07 août 2012 qu'ils n'avaient pas d'observations à formuler.

La Commune de Ménarmont a émis un avis défavorable en date du 16 octobre 2012 pour les raisons suivantes :

- persistance d'odeurs dans le village ainsi qu'aux alentours de la décharge ;
- détérioration de la route d'accès au site ;
- Commune de Ménarmont non invitée à visiter le site lors des travaux de réaménagement de fin d'activités.

Par courrier du 27 juin 2013, l'exploitant a informé Monsieur le Préfet de l'achèvement des travaux de couverture du site 3 et de la rehausse du site 2 du centre de stockage de déchets non dangereux. Sur la base de ces éléments, SITA demandait le démarrage de la période de suivi long terme à partir du 28 juin 2013. Par courrier du 07 août 2013, Monsieur le Préfet a répondu favorablement à la demande de l'exploitant.

Par courrier du 14 octobre 2013, Monsieur le Préfet a retenu que l'usage du site pour la période de suivi est un usage industriel comparable à celui de la dernière période d'exploitation.

2 ANALYSE DE L'INSPECTION

2.1 ISDND

Mise à jour des activités autorisées et déclarées sur le site

Le tableau des activités autorisées et déclarées sur le site (article 2 de l'arrêté préfectoral n° 1510/2004) doit être mis à jour suite aux modifications de la nomenclature des installations classées. Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens, figure en annexe du présent rapport.

Renforcement de la surveillance des lixiviats

En cas de défaillance du dispositif de traitement interne des lixiviats, l'article 26 de l'arrêté n° 1510/2004 prévoit le respect de valeurs limites pour différents polluants dans le cas d'un traitement des lixiviats bruts dans une station d'épuration extérieure au site et dûment autorisée pour le traitement de déchets.

Or, l'article 41.01 de l'arrêté susvisé relatif aux modalités de surveillance de ces teneurs limites ne permet pas à l'exploitant de garantir ce respect puisqu'il prévoit un contrôle des lixiviats tous les 6 mois, y compris pour les lixiviats destinés à une station d'épuration. Il convient donc de modifier l'article 41.01 de l'arrêté susvisé pour prescrire à l'exploitant une analyse sur chaque bâchée avant chaque envoi pour traitement dans une station d'épuration.

Nous avons repris cette modification dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

Modification des conditions de réaménagement des sites n° 2 et 3

Le 12 mars 2012, Monsieur le Préfet des Vosges a transmis à l'inspection des installations classées un courrier de la Société SITA Lorraine du 05 mars 2012, l'informant de modifications dans le cadre des conditions de réaménagement de l'ISDND de la « Haie Rousse » à MENARMONT.

La Société SITA Lorraine indique que dans le cadre des travaux de réalisation de la couverture finale et des réseaux biogaz et lixiviats associés sur les alvéoles exploités par rehausse du site n° 2 (dénommé site II), elle souhaite apporter des modifications aux prescriptions prévues dans l'article 48 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1510/2004 du 15 juin 2004. Ces modifications d'aménagement de l'ISDND visent à améliorer la gestion des eaux et du biogaz du site lors de sa post-exploitation et sont plus strictes que les prescriptions fixées dans l'arrêté d'autorisation du site.

Dans notre rapport référencé S-12-415R-EC du 09 mai 2012, nous avons proposé à Monsieur le Préfet des Vosges de fixer ces modifications dans un arrêté préfectoral complémentaire après remise à l'inspection du dossier de cessation d'activité complété.

Démarrage du suivi long terme

Nous proposons de fixer par arrêté complémentaire la date du 28 juin 2013 retenue pour le démarrage de la période de suivi long terme.

Maintien du système de drainage sous les casiers de stockage de déchets

Sur le site 3, le drainage des eaux de décompression des terrains est réalisé par la mise en place d'une tranchée drainante sur les côtés sud et est. Cette tranchée est constituée par une paroi verticale associée à un drain collecteur reposant sur un lit de graviers siliceux recouvert d'un mètre de graviers. Un dispositif de drainage équivalent est réalisé en limite nord du site. Il existe en plus des drains périphériques et ramifiés pour chaque casier. Les eaux collectées par l'ensemble de ce réseau sont dirigées gravitairement vers un bassin tampon de 7 500 m³. Après une mesure du pH et de la conductivité, les eaux du bassin tampon sont rejetées au milieu naturel (le ruisseau du Pré Perrin).

Sur le site n°2, les eaux issues des terrains autour de l'alvéole 19 sont drainées par un système indépendant de celui du site n° 3. Ces eaux sont ensuite évacuées vers le milieu naturel.

La société SITA conteste le maintien du système de drainage après l'arrêt d'exploitation. Dans son mémoire de réaménagement, l'exploitant précise : « *toutes les tranchées drainantes seront fermées lors du démarrage de la phase de suivi long terme en concertation avec les services de la DREAL* ».

Considérant des installations similaires en France et après échange avec le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et de l'Energie, il apparaît que le système de drainage des eaux sous les casiers doit être maintenu pendant au moins cinq ans après le début de la période post-exploitation (afin de disposer d'un retour d'expérience suffisant). Au terme de ces 5 ans et éventuellement au cours de cette période, le maintien en place de ce dispositif pourra faire l'objet d'un réexamen. Pour cela, l'exploitant devra remettre à Monsieur le Préfet un dossier de demande argumenté.

Un projet d'arrêté préfectoral reprenant l'ensemble de ces modifications est joint au présent rapport.

Modification de la fréquence de suivi du Pré Perrin

Par courrier adressé en préfecture le 08 novembre 2013, la Société SITA demande à réduire la fréquence de suivi des eaux du Pré Perrin. Le suivi serait semestriel au lieu de trimestriel. L'inspection estime que cette demande est recevable car elle correspond à la fréquence d'analyse de nombreuses matrices en suivi long terme (lixiviats, résidus secs, eaux de ruissellement, eaux souterraines, analyse du biogaz).

Actualisation des garanties financières

Par courrier du 25 juillet 2012, SITA LORRAINE a demandé à procéder à l'actualisation des garanties financières de l'ISDND de Ménarmont (suite à une modification de la valeur de l'indice TP01).

Par courrier du 31 août 2012, Monsieur le Préfet des Vosges a répondu favorablement à la demande de la société SITA LORRAINE en précisant que cette modification pourrait faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire après l'achèvement des travaux de réaménagement du site.

Nous estimons qu'il est nécessaire de fixer par arrêté complémentaire la formule d'actualisation des garanties financières. Un projet d'arrêté préfectoral reprenant cette modification figure en annexe du présent rapport.

Remise d'un rapport annuel à l'inspection

Nous proposons de fixer par arrêté préfectoral complémentaire, la remise annuelle à l'inspection d'un rapport sur les travaux et le suivi effectués sur le site.

2.2 Plateforme de compostage

La plate-forme de compostage est aujourd'hui réglementée par l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.

Par courrier du 13 février 2014, la société TERRALYS demande à reprendre à son nom l'activité de la plateforme de compostage de Ménarmont (Chiffre d'Affaires en 2013 : 62 612 k€, 320 collaborateurs). Le dossier complété le 6 mai 2014 puis le 27 juin 2014, contient les éléments nécessaires pour autoriser le changement d'exploitant.

Nous proposons de réglementer la plateforme de compostage par un arrêté propre dont le projet figure en annexe du rapport. Ce projet d'arrêté intègre les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°3021/2007 autorisant la valorisation en agriculture des composts produits par la plateforme de compostage de la « Haie Rousse ». Nous avons précisé les modalités d'analyse des sols et des composts par rapport à l'arrêté ministériel modifié du 02 février 1998.

Garanties financières

Le décret n°633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Ménarmont, la société TERRALYS est concernée au titre des rubriques 2714 et 2791.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement, la proposition de montant des garanties financières est à adresser à Monsieur le Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 30 décembre 2013 puis complétée le 6 mai 2014.

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **α** : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.

- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux de la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour la plateforme de compostage, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- **Me** = 14 000 € (devis pour le transport et le traitement de 1 000 t de déchets de bois non dangereux)
- **Mi** = 0 € (le nombre de cuves enterrées étant de 0)
- **Mc** = 330 € (clôture existante et panneaux signalétiques à installer)
- **Ms** = 32 500 € (un piézomètre supplémentaire à créer à 15 m de profondeur)
- **Mg** = 15 000 €

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- **Index** : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 702,2 (octobre 2013)
- **Index₀** : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7
- **TVA_R** : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières)
- **TVA₀** : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6%.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 70 916,56 euros.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Ce montant étant inférieur au montant libératoire fixé à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, la société TERRALYS n'est pas tenue de constituer ces garanties financières. Elle reste toutefois soumise aux dispositions prévues aux articles L. 516-1 et suivants et R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Aussi, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

Sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de fixer dans l'arrêté réglementant l'activité de la plateforme, le montant des garanties financières établi par l'exploitant ainsi que les quantités maximales de déchets de bois pouvant être stockées sur le site.

Fréquence des contrôles odeurs

Par courrier daté du 27 juin 2014, la société TERRALYS a demandé à M. Le Préfet des Vosges de réaliser un contrôle du débit d'odeurs tous les cinq ans et non pas tous les ans (comme cela était prescrit jusqu'alors par arrêté préfectoral).

L'exploitant justifie sa demande avec les résultats de l'étude de dispersion menée en février 2011. Les concentrations d'odeur calculées chez les plus proches riverains sont bien inférieures à 5 unités d'odeurs/m³ (98 % de l'année). Le fonctionnement du process et le tonnage traité n'ont, d'après TERRALYS, pas beaucoup changé depuis cette étude.

L'inspection estime que les arguments de l'exploitant sont recevables. L'article 27 de l'arrêté ministériel modifié du 22 avril 2008 (fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation) stipule : « l'arrêté préfectoral fixe la fréquence à laquelle sont réalisés les contrôles effectifs des débits d'odeurs (...) ».

Le projet d'arrêté, joint à notre rapport, prend en compte la demande de l'exploitant.

Compostage de boues de station d'épuration d'industries textiles :

Par courrier du 1^{er} août 2014, TERRALYS a demandé à M. Le Préfet des Vosges au titre de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement de diversifier ses activités avec le compostage de boues de station d'épuration d'industries textiles. L'entreprise précise que ce n'est pas une modification notable car le procédé de compostage et l'origine des déchets ne changent pas. Les volumes totaux traités ne seront pas modifiés. D'après l'exploitant, le traitement de ces déchets n'entraînera pas de risque ni de danger supplémentaire par rapport aux déchets déjà traités sur le site (boues de station d'épuration urbaines et industrielles).

L'inspection des installations classées estime que cette demande est recevable et a intégré cette activité au projet d'arrêté en annexe du rapport.

Augmentation de la quantité de déchets de végétaux compostés

Par courrier du 25 août 2014, l'exploitant demande à M. Le Préfet des Vosges une augmentation de la quantité maximale de déchets verts compostés annuellement (passage de 3650 t/an à 5 000 t/an).

Cette demande est faite conformément à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement. Elle n'est pas substantielle et l'activité relève du régime déclaratif.

Epandage :

Dans le cadre de l'activité compostage, la société TERRALYS est autorisée, dans certaines conditions définies dans le projet d'arrêté ci-joint, à réaliser de l'épandage de déchets compostés.

Le périmètre de ce plan d'épandage n'a pas été modifié, mais pour mémoire, la liste des parcelles et des communes concernées est annexé au présent rapport.

3 CONCLUSION

Deux projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires sont joints au présent rapport et l'inspection des installations classées propose, en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, de soumettre ces deux textes à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

EXPLOITATION	PARCELLE			REFERENCE CADASTRALE			APTITUDE A L'EPANDAGE			SURFACE EPANDABLE
	N°	Lieu-dit	Surface totale en ha	Commune	Section	Numéro	1A	1B	2	
CHAPON André	01-20	Les grande Hérisse	0,88	REMOMEX	B	548-549, 551-554		0,85		0,85
	01-21	Pré sous le pont sur l	0,95	REMOMEX	B	1011-1025, 594, 573, 575-580		3,01		3,01
	01-22	Les grande Hérisse	1,80	REMOMEX	B	521, 523-525, 543		1,53		1,53
	01-23	Sous le Faisin Thierry	0,39	REMOMEX	A	752-755				0,00
	01-24	Sur le Bois le Roy	0,75	REMOMEX	A	750-752, 1044				0,00
	01-25	Grand Crouzet/ Bois	14,82	REMOMEX	A	171, 173-182, 204-257, 259-292		11,51		11,51
			21,13				0,00	10,71	0,00	11,71
GAEC FORTERRÉ	03-04	La Haroue	3,40	DONCIERES	2D E	1-3, 124, 125 582, 584, 585-595, 600	2,45			2,45
	03-05	Sauchamps	3,51	DONCIERES	2D	14-15, 130, 132-134, 135, 139		3,51		3,51
	03-06	La Corvée	1,51	DONCIERES	2C	124	1,51			1,51
	03-20	Solchamp	1,53	DONCIERES	2D	30-31	1,53			1,53
	03-25	La Corvée	2,25	DONCIERES	2C	73	2,25			2,25
	03-30	Besconval	0,80	DONCIERES	2E	128	0,80			0,80
	03-05	La Regain	1,15	DONCIERES	2B	4		1,15		1,15
	03-07	Le Regain sur la route	5,03	DONCIERES	2B	12-14, 17-15		5,03		5,03
	03-21	Champ grimpé	0,14	DONCIERES	2E	251		0,14		0,14
	03-08	Le Regain sur la Route	0,58	DONCIERES	2B	15	0,58			0,58
	03-10	Le Regain sur la Route	0,55	DONCIERES	2B	19	0,55			0,55
	03-12	La Remembrance	6,80	DONCIERES	2A	20, 24, 25-28, 34-40	6,80			6,80
	03-14	La Chouette	11,11	DONCIERES	2A	18-19, 155, 170, 172	11,11			11,11
	03-15	Pré Champeau	2,44	DONCIERES	2A	14-15, 115	2,44			2,44
	03-16	La Bagerie	3,47	DONCIERES	2A	53	3,47			3,47
	03-17	Crochères	11,55	DONCIERES	2A	51-55	11,55			11,55
	03-25	La Lisse	2,33	DONCIERES	2A	95-102	2,33			2,33
	03-44	Devant le Man	2,95	MENARMONT	2A	4-5			2,95	2,95
	03-01	La Champs Lesot	1,20	FONTENOY LA JOUTE	2A	4			1,20	1,20
	03-27	Stee Jean	3,54	MENARMONT	2B	55-57	3,54			3,54
	03-32	Tudrière	1,01	MENARMONT	2B	9	1,01			1,01
	03-34	Le Grand Champ	1,57	MENARMONT	2A	25-25			1,57	1,57
	03-35	Le Coin	1,20	MENARMONT	2A	17			1,20	1,20
	03-37	Haut de Vagieux	1,59	MENARMONT	2A	55-70			1,59	1,59
	03-38	Haut de Blémont	2,35	MENARMONT	2B	21-23			2,35	2,35
	03-42	Tudrière	1,55	MENARMONT	2B	11	1,55			1,55
	03-45	Le Hâle Mouglin	1,80	MENARMONT	2A	45	1,80			1,80
	03-45	Come Jean Bru	4,72	MENARMONT	2B	51-52, 34			4,72	4,72
			52,00				53,10	9,00	15,55	61,65
JACQUEL Francis	04-01	Hameau de la Planché	1,72	ENTRE DEUX EAUX	A	570-571	0,44			0,44
	04-03b	Rebémont	2,57	ENTRE DEUX EAUX	A	225-229, 234-235, 582-583	2,15			2,15
	04-05	La No	0,35	ENTRE DEUX EAUX	B	373-374	0,34			0,34
	04-02	Sur les Bihayco	1,32	MANDRAY	A	515-517	0,40			0,40
	04-04	Chaud Four	1,58	MANDRAY	A	1025-1029, 1035-1039, 1043-1045, 1550	1,52			1,52
	04-05	Devant Le Chaud Four	2,51	MANDRAY	A	554-557, 1225-1229, 1515, 1570 1553	1,99			1,99
	04-10	Chaple	0,59	MANDRAY	A	1255-1259	0,59			0,59
	04-11	Les Hayottes	0,75	MANDRAY	A	1375-1379	0,42			0,42
	04-12	Château	0,41	MANDRAY	B	353, 355-357	0,41			0,41
	04-13	Haut de Château/ Sur	4,51	MANDRAY	B	457-470, 472-475, 510-512, 514-517, 519	4,51			4,51
	04-15	Collégurie	0,40	MANDRAY	B	555	0,40			0,40
	04-17	Noémont	0,29	MANDRAY	B	574	0,29			0,29
	04-24	Les terres rouges	1,19	MANDRAY	A	557-559	1,19			1,19
	04-25	Les Bouvaux	0,25	MANDRAY	A	1310, 1315		0,25		0,25
	04-27	Les Bouvaux	2,10	MANDRAY	A	1307-1309, 1312-1314, 1320-1322, 1325-1328, 1329-1330, 1457		1,53		1,53
	04-28	La Playhout	1,30	MANDRAY	A	1055-1059, 1055, 1453	0,33			0,33
	04-35	Pré du Moulin	1,37	MANDRAY	A	1273, 1275-1277, 1279, 1287	0,39			0,39
	04-35	Remange Herbe	1,57	MANDRAY	A	1552, 1553-1554	0,51			0,51
	04-40*	Contremoulin	0,29	SAINT-LEONARD	AB	154	0,29			0,29
	04-41*	Contremoulin	2,07	SAINT-LEONARD	AB	151-152, 155-155	1,55			1,55
	04-43*	Simon champ	1,05	SAINT-LEONARD	AB	355	1,05			1,05
	04-05a	Rebémont	0,57	SAULCY SUR MEURTHE	B(2)	510-511	0,57			0,57
	04-19*	Les Champs du Tis	0,73	SAULCY SUR MEURTHE	AW	50-52	0,73			0,73
	04-23*	Au Roye	1,47	SAULCY SUR MEURTHE	AW	55-70, 80-81	1,47			1,47
	04-42*	Les grande champs	1,24	SAULCY SUR MEURTHE	AW	73-75	1,24			1,24

EXPLOITATION	PARCELLE	Lieu-dit	REFERENCE CADASTRALE				APTITUDE A L'EPANDAGE			SURFACE EPANDABLE
	N°		Surface totale en ha	Commune	Section	Numero	1A	1B	2	
GASPARD Michel	06-03	Rouet France	1,08	GERBEVILLER	B	800, 1120	1,08			1,08
	06-02a	A Bazien	2,75	MAGNIERES	ZA	32-36	2,75			2,75
	06-01	Vignes du Haut D Haut des Inveux	0,78	MOYEN	F ZL	149-160, 164 83	0,78			0,78
	06-06	Renne Sur le Chemin du D	5,57	MOYEN	ZM F	2-3 985-987, 990-991	3,82			3,82
	06-02b	Bazien	1,90	MOYEN	ZM	40	1,90			1,90
	06-04	Rouet France	1,58	MOYEN	ZP	66, 68-69	1,02			1,02
	06-06	Haut de la Volvre	3,65	MOYEN	ZP	20-23	3,65			3,65
	06-07	Pendant du Lait	2,63	MOYEN	ZP	9-10	2,63			2,63
	06-10	La Nove	0,84	MOYEN	ZD	36		0,76		0,76
	06-11	Laid	5,63	MOYEN	ZP	2			5,63	5,63
	06-15	Talon	2,46	MOYEN	ZC	22		2,13		2,13
	06-16	Maix Mouchaux	1,33	MOYEN	ZC	32	1,33			1,33
	06-17	Maix Mouchaux	2,13	MOYEN	ZC	34	2,13			2,13
	06-22	Haut de l'Avieil	0,76	MOYEN	ZC	7	0,76			0,76
	06-23	Sous la Chapy	3,30	MOYEN	ZI	46-48, 48			3,30	3,30
	06-26	Hausenwiller	1,92	MOYEN	ZI	15-16			1,70	1,70
	06-28	La Souffette	1,44	MOYEN	ZI	30			1,44	1,44
	06-19	Merveux Genes	3,60	MOYEN	ZH	12			3,60	3,60
	06-18	Au Barlin	3,94	MOYEN	ZD	17	2,28			2,28
	06-20	Hallen Rapt	3,84	MOYEN	ZH	48			3,20	3,20
	06-21	Hallen Rapt	0,47	MOYEN	ZH	52			0,47	0,47
	06-25	La Fete	3,47	MOYEN	ZL	5-6			3,47	3,47
	06-27	A l'Auge	1,25	MOYEN	ZL	41	1,02			1,02
58,90							24,01	2,80	22,06	50,87
VALANCE Jacques	07-14	La Faigne	1,76	AUMONTZEY	A1 A	17 18, 32-33, 35-42			0,67	0,67
	07-21	Champ des Meules	1,80	LA CHAPELLE DEVANT BRUYERES	B3 B	335 1642, 1644	0,88			0,88
	07-101	Champ de la Fresse	2,38	LES POULIERES	A4 A	357-368 380, 403-404, 427-428	1,64			1,64
	07-102	Le Haut des Champs	0,36	LES POULIERES	A4	421	0,36			0,36
	07-103	Le Haut des Champs	0,90	LES POULIERES	A4 A	418-419 886	0,76			0,76
	07-104	Devant le Moulin	2,10	LES POULIERES	B1 B	74 81, 271, 272, 274-276		1,46		1,46
9,31							3,44	1,46	0,97	5,87
THIRIET Marcel	08-02	Poisses Quatre	3,48	MENIL SUR BELVITTE	ZA	68, 69	2,83			2,83
	08-03a	Courc	3,32	MENIL SUR BELVITTE	ZB	22-24		2,78		2,78
	08-04	Haut du Mont	1,29	MENIL SUR BELVITTE	ZC	22, 23	1,20			1,20
	08-05	Embebuchaux	3,40	MENIL SUR BELVITTE	ZA	86	3,40			3,40
	08-06	Embebuchaux	2,20	MENIL SUR BELVITTE	ZA	163	2,20			2,20
	08-10	Embebuchaux	3,94	MENIL SUR BELVITTE	ZA	80, 81	3,94			3,94
	08-11	La Pêche	3,97	MENIL SUR BELVITTE	ZA	40, 41, 118	3,97			3,97
	08-12	La Pêche	1,11	MENIL SUR BELVITTE	ZA	25-27	1,11			1,11
22,02							18,55	2,79	0,00	21,34
CHARMOIS Jean- Marie	09-01	Sur les Prés Pag	11,31	ESSEGNEY	ZB	67-69		9,89		9,89
	09-02	Les Trois Ymaux	0,76	ESSEGNEY	ZB	87		0,76		0,76
	09-03	L'Etron de Cheval	0,71	ESSEGNEY	ZC	80		0,71		0,71
	09-04	Haut du Chêne	1,07	ESSEGNEY	ZC	67		1,07		1,07
	09-05	Etron Cheval	1,24	ESSEGNEY	ZC	81-82		1,24		1,24
	09-06	Sur le Pré Noël	5,14	ESSEGNEY	ZB	71		5,48		5,48
	09-07	Sur les Prés Lag	0,64	ESSEGNEY	ZB	78		0,64		0,64
20,67							6,90	19,63	0,00	26,53
GAEC DES MIRABELLIERS AUCNOT	10-02	Ferme au Bois	7,38	UREGNEY	B	1038, 1103, 1164, 2034			5,18	5,18
	10-03	L'Arbou Talot	3,66	UREGNEY	B	1042-1043			3,66	3,66
	10-04	Ferme au Bois	3,89	UREGNEY	B	1055, 1086, 1823			3,89	3,89
14,93							6,90	0,00	12,41	12,41
JEANMAIRE Michel	11-01	Currupt	4,55	DOMMARTIN AUX BOIS	C	283-285, 287-289, 296-300, 302-308, 318, 327, 333, 688	3,80			3,80
	11-12	Madieu première	3,05	DOMMARTIN AUX BOIS	C	327-331, 641	3,05			3,05
	11-09	Chanoix	3,01	HAROL	ZK	28, 30		2,67		2,67
	11-04	Gallienlaine	3,93	HAROL	ZM	183			3,93	3,93
14,54							6,75	2,67	3,93	13,35
REVEILLE Jean- Louis	12-30	Brichamps	3,36	DOMPTAIL EN L'AIR	ZC	24-25		3,36		3,36
	12-32	Maix Chabot	2,20	ROMAIN	B	141-142	2,20			2,20
	12-33	La Sablonnière	3,80	ROMAIN	B	127				3,80
	12-31a	La Grande Corvée	16,34	MEHONGOURT	ZA	16			16,34	16,34
	12-31b	La Grande Corvée	1,90	ROMAIN	B	112			1,90	1,90
34,60							6,90	3,93	18,36	29,19

EXPLOITATION	PARCELLE	Lieu-dit	Surface totale en ha	REFERENCE CADASTRALE			APTITUDE A L'EPANDAGE			SURFACE EPANDABLE
	N°			Commune	Section	Numéro	1A	1B	2	
JACQUOT Fabrice	13-02	Happert	22,57	GERBEVILLER	D	1-4 35-13, 54-55		22,57		22,57
	13-03	Les Rappes	11,73	GERBEVILLER	D	5-9, 11-14, 17, 55-58	9,10			9,10
	13-04	Pontot	7,58	GERBEVILLER	D	10, 54-55, 59	5,58			5,58
	13-07	Bas de Vaux	15,60	GERBEVILLER	C	1074-1075, 1081-1085, 1189-1211, 1233, 1235-1238, 1241, 1243, 1491-1492, 1493, 1504, 1510, 1512-1514	5,47			5,47
	13-01	Petit Mezan	10,18	GERBEVILLER	D	66-67, 77		8,91		8,91
	13-10	Rupt du Minet	14,91	HAUDONVILLE	ZC	2-4		11,17		11,17
	13-07	Bas de Vaux	14,82	GERBEVILLER	C	1074-1075, 1081-1085, 1189-1211, 1233, 1235-1238, 1241, 1243, 1491-1492, 1493, 1504, 1510, 1512-1514	14,55			14,55
	13-11	Haut (Nord) Barbé	1,85	GERBEVILLER	C	1026-1027, 1780			0,87	0,87
107,12							34,91	41,03	0,87	76,83
GAEC DE LA CÔTE DE PIGU BAROTTE	14-24	Ple Murat	0,33	BADMEIL AUX BOIS	2A	70, 71			0,33	0,33
	14-27	Seneil	3,35	DESTORD	AB	21-22	3,03			3,03
	14-28	Le courtis Cuisse	0,53	DESTORD	A	408, 412, 423-471	0,53			0,53
4,21							3,56	0,00	0,36	4,92
EARL MONIOT Robert	15-01	Hauts Chertiers	3,21	ANGLEMONT	ZC	152-155			3,21	3,21
	15-02	Col prey	1,82	ANGLEMONT	ZC	183	1,82			1,82
	15-03	Pré lapine	2,26	ANGLEMONT	ZC	175		2,26		2,26
	15-04	Col prey	1,22	ANGLEMONT	ZC	163	1,22			1,22
	15-05	L'autre côté du ruisseau	6,05	ANGLEMONT	ZA	73-75		5,25		5,25
	15-16	Hauts Chertiers	1,04	ANGLEMONT	ZC	148			1,04	1,04
	15-17	Giron	2,37	ANGLEMONT	ZC	74, 75			2,37	2,37
	15-31	Lon Vole	0,51	MENIL SUR BELVITTE	ZE	5-7			0,51	0,51
	15-32	Lon Vole	0,88	MENIL SUR BELVITTE	ZE	1-4			0,88	0,88
	15-21	La batre	15,74	BAZIEN	ZA	17-21	10,74			10,74
	15-22a	Gelanpt	13,16	BAZIEN	ZA	29-31			13,16	13,16
	15-22b	Le Mex	16,38	BAZIEN	ZA	32, 34-37			14,96	14,96
70,43							15,75	7,53	12,11	35,43
EARL DE QUIENGROGNE POINSARD Ch	16-01	Chemin Feré	12,54	MOYEN	ZK	54-61			12,54	12,54
	16-12	Sous Chépy La Tille Housseauville	24,85	MOYEN	Z1 Z2 Z3	39-40 5 11-14			23,77	23,77
	16-05	Noires Ternes	13,75	MOYEN	ZC	27-25	13,75			13,75
	16-06	Roual France	10,37	MOYEN	ZF	70, 75-76	10,28			10,28
	16-14	A la Rollée	4,08	VATHMENIL	D	435-439	4,08			4,08
	16-15	Aux Moriers	10,54	VATHMENIL	ZD	51-54, 56			10,54	10,54
	16-29	Le Champ Hachol	2,58	VATHMENIL	ZD	48			2,58	2,58
59,12							28,12	0,07	17,53	77,53
GAEC DES ACACIAS - BERGER Vincent	17-40a	Franchise 1	2,70	HERMENIL	B ZA	90-91, 93 115	2,70			2,70
	17-42	Franchise 2	3,66	HERMENIL	ZA	110-112	3,66			3,66
	17-57	Château d'Eau	3,33	HERMENIL	ZB	95-98, 99-101, 105, 108-110, 135	3,33			3,33
	17-58	Haut de la Rance 2	1,16	HERMENIL	ZB	124-125	1,16			1,16
	17-54	Colligny 2	1,00	HERMENIL	ZA	87		1,00		1,00
	17-04	Vienneux	6,08	LUNEVILLE	ZA	48, 50, 53-54, 55		5,05		5,05
	17-06	Thérêt	2,67	LUNEVILLE	ZA	5		2,67		2,67
	17-40b	Franchise 1	0,40	REHAINVILLE	ZA A	80 182	0,40			0,40
	17-11	Roué	9,20	MARAINVILLE	ZC	54, 55	9,20			9,20
	17-20	Aviation	3,88	MOYEN	ZC	1, 3-5	3,88			3,88
	17-25	Roué de Voté	10,92	MOYEN	ZH	15-16, 18-19			10,92	10,92
43,83							24,79	5,72	10,92	42,51
RICHARD Glibert	18-04	Faye	13,06	ESCLÈS	ZE	4, 5	13,06			13,06
	18-10	Les Raphaëls	5,05	VIOMENIL	ZC	27	5,05			5,05
	18-05	Faye	2,46	ESCLÈS	ZE	11	1,31			1,31
	18-07	Faye	17,75	ESCLÈS	ZE	21			17,75	17,75
38,32							19,51	0,00	17,75	37,26
RICHARD Maurice	20-02	Les Côtes	1,33	ESCLÈS	ZB	68	1,32			1,32
	20-05	Faye	5,54	ESCLÈS	ZE	11, 13-14	5,23			5,23
	20-06	Faye	1,88	ESCLÈS	ZE	23		1,88		1,88
	20-07	Vanneux	1,47	ESCLÈS	ZE	31	1,47			1,47
	20-09	La pot out	5,11	ESCLÈS	ZH	18			5,11	5,11
	20-10	La pot out	1,08	ESCLÈS	ZH	18, 19	1,08			1,08
	20-13	La Rouerie	3,09	ESCLÈS	ZK	28			3,09	3,09
27,41							26,33	0,00	9,94	36,27

EXPLOITATION	PARCELLE	Lieu-dit	Surface totale en ha	REFERENCE CADASTRALE			APTITUDE A L'EPANDAGE			SURFACE EPANDABLE
	N°			Commune	Section	Numero	1A	1B	2	
MATHIS Bertrand	22-03	Champ Vold Sud	0,44	BULT	A	1280-1285		0,44		0,44
	22-06	Roulers	2,74	DOMPIERRE	ZD	26	2,39			2,39
	22-10	Dernière Vallée	2,61	DOMPIERRE	ZD	34-39	2,61			2,61
	22-07b	Les Neufs	1,03	SAINT GORGON	ZD	64-68			1,03	1,03
	22-17	Sur Sainval	1,16	SERCOEUR	ZE	191a	1,16			1,16
	22-21	Champ Pavey	1,35	SERCOEUR	ZE	181	1,35			1,35
	22-04	Mais Varpolet	4,64	SERCOEUR	ZE	220-230	4,64			4,64
	22-25	La Hèle du Moulin	1,55	SERCOEUR	ZC	22-25	1,55			1,55
	22-32	La Basse de la Tombe	0,82	SERCOEUR	ZD	23			0,78	0,78
	22-33	La Basse de la Tombe	1,42	SERCOEUR	ZD	29			1,33	1,33
	22-41	La Hèle Lhuille	1,70	SERCOEUR	ZD	64			1,70	1,70
	22-38	Tarpes	4,88	VAUDEVILLE	ZA	50-51	3,82			3,82
	22-07a	Les Neufs	4,10	VOME COURT	ZD	26			3,74	3,74
			28,11				17,42	0,44	0,54	26,24
CUNY Jean-Charles	23-15	Contrée de Segon + F	46,96	FROMVILLE	ZI	1-2 7-11, 31-32			46,74	46,74
	23-08	Moquemen	33,96	ETREVAL	A ZA	348, 355, 357-361 et 362, 369 j et k, 361 j et k 9 401 et k			38 52	38,62
	23-21	La Barre	4,89	FROMVILLE	ZH	91-92		4,33		4,33
	23-01	Au petit Brouil	5,64	FROMVILLE	ZH	24-26		5,43		5,43
	23-09	Plant	3,82	BREMONCOURT	ZH	119			3,62	3,62
	23-06	Grande Carvée	6,10	FROMVILLE	ZI	29-30	4,47			4,47
	23-06	Les Anceux	21,09	FROMVILLE	ZL ZK	42-56 29-30			21,06	21,06
	23-06	Les Anceux	14,83	FROMVILLE	ZL ZK	42-56 29-30		11,80		11,80
	23-04	Bord de l'eau	2,89	FROMVILLE	ZK	40-41		1,46		1,46
	23-05	La gracie de Pray	2,54	FROMVILLE	ZK	23			2,07	2,07
	23-03	La Haut Georges	22,90	FROMVILLE	ZH	1, 5	22,90			22,90
	23-07	Sous les Vignes	9,92	FROMVILLE	ZI	21-22			9,92	9,92
	23-10	Au Cary	34,36	FROMVILLE	ZI	13-16	34,33			34,33
	23-02	Au Cary 2	0,53	FROMVILLE	ZI	35-38	0,34			0,34
	23-12	La République	22,29	FROMVILLE	ZK	6-7, 28-29, 31			20,68	20,68
			237,50				67,94	22,61	142,84	237,50
GRELOT François	24-01	A la Hèle Badé	9,87	AZERAILLES	ZB	98, 104, 108-109, 261-262			9,62	9,62
	24-02	Le Haut de Serres	3,73	AZERAILLES	ZC	80-82, 88	3,72			3,72
	24-03a	Serres sur les Vaux	0,88	AZERAILLES	ZC	41	0,88			0,88
	24-04	Chaudour	2,46	AZERAILLES	ZC	75-77, 268	1,82			1,82
	24-03b	Hèle le Corf	0,39	BROUVILLE	D	737-738	0,39			0,39
			17,33				6,82	0,00	0,52	16,84
GAEC DU MONT TOT CHERPITEL	25-02	Les petites Till	2,66	BAZEGNEY	ZA	41-43			2,66	2,66
	25-03	Provemont	4,10	BAZEGNEY	ZA	62-63			4,10	4,10
	25-07	Le Brouil	3,29	BAZEGNEY	ZD	5-6		2,48		2,48
	25-18	La grosse Barre	2,30	BAZEGNEY	ZD	22, 50-51			2,30	2,30
	25-47a	Grand Evaux	1,16	JORKEY	A	203-208, 210, 212, 243-243, 303, 307, 312-313, 316, 327, 337, 341, 343, 1226, 1263-1270	1,16			1,16
	25-47b	Grand Evaux	1,40	JORKEY	A	203-208, 210, 212, 243-243, 303, 307, 312-313, 316, 327, 337, 341, 343, 1226, 1263-1270	1,40			1,40
	25-13b	Haut de Charnière	1,04	BOUZEMONT	A	148-150	1,04			1,04
	25-18	Ranefosse	1,23	BOUZEMONT	A	486-487			1,23	1,23
	25-19	Les Poldiers	3,90	BOUZEMONT	A	515-516, 523, 526-526, 534-535, 542-543			3,90	3,90
	25-39	Grand Paque	1,28	BOUZEMONT	B	882-884, 887-888, 851-854		1,28		1,28
	25-40	Grand Paque	1,00	BOUZEMONT	B	801-802		1,00		1,00
	25-20	Pailhot	3,72	BOUZEMONT	A	621-623, 626-626, 647-648, 672	3,72			3,72
	25-46	Montant Roys	0,20	JORKEY	B	336	0,20			0,20
	25-11	Paque devant le bois	0,83	BOUZEMONT	A	45-50		0,86		0,86
	25-13	Haut de Charnière	4,30	BOUZEMONT	A	184-188, 181-188, 282-284, 656, 658, 700, 702	4,30			4,30
	25-26	Joli Bois	0,27	BOUZEMONT	B	356		0,27		0,27
	25-27	Devant le bois	0,58	BOUZEMONT	B	359-362, 662		0,58		0,58
			55,10				11,61	0,47	14,03	58,17
M. GEORGEL Luc	25-02	Au Thélouet	6,30	VATHIMENIL	ZC	123-123	6,30			6,30
	25-02	A la Barrière	8,23	VATHIMENIL	ZF	47-48			8,23	8,23
			14,53							14,53
GAEC DE LA PETITE FIN THOMAS	27-21	Au Sanglier	12,84	FRAMBOIS	ZL	15-16	12,71			12,71
	27-23	Pré Beval	6,06	FRAMBOIS	ZD	22	6,06			6,06
	27-24	Le Neuf du Mont	1,50	FRAMBOIS	ZE	23		1,50		1,50

EXPLOITATION	PARCELLE			REFERENCE CADASTRALE			APTITUDE A L'EPANDAGE			SURFACE EPANDABLE
	N°	Lieu-dit	Surface totale en ha	Commune	Section	Numéro	1A	1B	2	
GAEC DE LA QUEMINE THIEBAUT	28-03	La Rappe	25,74	DEINVILLERS	ZD	1-5	25,74			25,74
	28-04	Le Pendent	8,92	DEINVILLERS	ZA	10		8,92		8,92
	28-02	Maie Maitre Avril	8,07	DEINVILLERS	A ZA	785, 826 1	8,07			8,07
	28-07	Sous le Pays	48,31	DEINVILLERS	ZB	1-3, 22-23		48,31		48,31
	28-08	Devant les Corc	20,84	DEINVILLERS	ZA	20, 23, 27	16,63			16,63
	28-05	Savoy Pré	8,74	DEINVILLERS	ZC	19-20	8,80			8,80
117,24							55,17	57,25	0,82	113,24
M. CUNY Régie	28-01	Blanc Sabie	10,57	DOMPTAIL	ZK	18-19	10,57			10,57
	28-02	Chien pendu	5,70	DOMPTAIL	ZK	28-29	5,20			5,20
	28-04	Champ Colette	3,80	DOMPTAIL	ZI	41-43	3,80			3,80
	28-05	La Chambre	10,05	DOMPTAIL	ZI	11-13	10,05			10,05
	28-03	Ex Poleson	16,13	DOMPTAIL	ZI	31-32, 34-35	16,13			16,13
	28-06	A Lavans	12,26	DOMPTAIL	ZI	25-27, 30	12,26			12,26
	28-07	Le Chanot	9,32	DOMPTAIL	ZE	28-30			9,32	9,32
	28-08	Volimont	8,50	DOMPTAIL	ZP	30			8,50	8,50
	28-09	Petit Haut de Corbi	10,25	FONTENOY LA JOUE	A	16-18, 53-55, 57-59 62, 353 574-580, 584-585 587			10,25	10,25
64,77							30,57	0,00	35,07	65,64
			1235,33				523,30	294,88	424,12	1152,28

**PROJET D'ARRETE PREFECTORAL
REGLEMENTANT LA PLATEFORME DE COMPOSTAGE
EXPLOITEE PAR LA SOCIETE TERRALYS A MENARMONT**

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1510/2004 modifié autorisant la société SITA LORRAINE à poursuivre l'exploitation par rehaussement du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de la « Haie Rousse » situé sur le territoire de la commune de MENARMONT ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 3021/2007 autorisant la Société SITA LORRAINE à valoriser en agriculture, les composts produits sur la plate-forme de la « Haie Rousse » située sur le territoire de la commune de MENARMONT ;
- Vu l'enquête publique réalisée du 21 novembre 2005 au 21 décembre 2005 pour la valorisation en agriculture des composts produits sur la plateforme de la « Haie Rousse » à Ménarmont ;
- Vu le mémoire de réhabilitation transmis le 05 mars 2013 par la société SITA LORRAINE à Monsieur le Préfet des Vosges ;
- Vu la demande de changement d'exploitant et de séparation des activités de l'arrêté préfectoral n° 1510/2004 transmise par la société TERRALYS à M. Le Préfet des Vosges le 13 février 2014 ;
- Vu le complément apporté par la société TERRALYS en date du 6 mai 2014 concernant le calcul des garanties financières pour la plateforme de compostage ;
- Vu les compléments apportés par la société TERRALYS en date du 27 juin 2014 détaillant notamment ses capacités techniques et financières ;

- Vu le courrier de l'exploitant adressé à M. Le Préfet des Vosges le 27 juin 2014 demandant la réalisation de contrôles odeurs tous les cinq ans et non plus tous les ans ;
- Vu le courrier de l'exploitant adressé à M. Le Préfet des Vosges le 25 août 2014 demandant l'augmentation de la quantité de déchets de végétaux compostés annuellement ;
- Vu le courrier de l'exploitant adressé à M. Le Préfet des Vosges le 4 septembre 2014 et précisant l'origine des déchets réceptionnés sur le site ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du XX XX 2014;
- Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du XX XX 2014 ;

- Considérant qu'il convient de mettre à jour les prescriptions applicables à la plateforme de compostage de l'établissement ;
- Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2714 et 2791 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties inférieur à 75 000 euros ;
- Considérant en conséquence que l'exploitant n'est pas tenu de constituer des garanties financières conformément aux dispositions libératoires de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que les dispositions du présent arrêté sont de nature à préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Arrête

Article 1. La Société TERRALYS, dont le siège social est situé au 38 avenue Jean Jaurès – 78 440 Gargenville, est autorisée à exploiter, en lieu et place de la société SITA LORRAINE, la plate-forme de compostage située sur le territoire de la commune de MENARMONT au lieu-dit "La Haie Rousse", aux conditions définies par le présent arrêté.

Article 2. Classement des activités

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité	Régime de classement
2780.1.a	Compostage de matière végétale brute	5000 t/ an de déchets d'origine végétale	Déclaration

2780.2.a	Compostage de la fraction fermentescible de déchets triés à la source, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1	16 000 t/an	Autorisation
2780.3	Compostage de boues de station d'épuration des industries textiles	6 000 t/an	Autorisation
2791	Traitement de déchets non dangereux de bois	La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j La quantité de déchets traités est de l'ordre de 7 000 t/an de déchets ligneux à broyer (soit 20t/j) hors compostage	Autorisation
2714.1	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de bois (broyats de bois, palettes, écorces, déchets de ligneux...)	Le volume maximum susceptible d'être présent dans l'installation est de 5 000 m ³ hors compostage	Autorisation

Article 3. Les installations doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et documents fournis dans le dossier de demande d'autorisation, transmis à Monsieur le Préfet des Vosges, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Toute modification notable apportée par le demandeur à l'installation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de M. Le Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Article 4. Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 5. Respect de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008

La plate-forme de compostage est réglementée par l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.

Article 6. Horaires d'ouverture

Les horaires d'ouverture sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 6h00 à 17h00 ;
- site fermé les samedis, dimanches et jours fériés

Article 7. Propreté

Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas involontaires de produits dangereux ou de déchets et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. L'installation met en œuvre des dispositions pour prévenir les envois de déchets notamment lors de leur chargement/ déchargement.

Article 8. Clôture

Le site est clos sur le périmètre de la plate-forme de compostage et des bassins. Les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'ouverture.

Article 9. Séparation des activités

L'installation dispose d'une aire d'accueil et de contrôle des déchets située à l'entrée du site comprenant : un poste de contrôle, un pont-bascule et un portique de détection de la radioactivité. L'utilisation de cet espace se fera à l'intérieur d'une enceinte clôturée spécifique.

L'unité de compostage est organisée de façon à identifier nettement différentes zones fonctionnelles :

- stockage des déchets en vrac ;
- aires de fermentation et de maturation ;
- installations de criblage ;
- stockage du produit fini ;
- voies d'accès et de circulation sur la plate-forme.

Les aires de réception, stockage, tri, transit et regroupement de déchets non dangereux de bois doivent être clairement repérées.

Les différentes aires mentionnées ci-dessus sont situées à au moins 8 mètres des limites de propriété.

Elles doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Article 10. Consignes d'exploitation

La conduite des installations doit faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Article 11. Réseaux d'alimentation

L'installation est reliée :

- au réseau électrique ;
- au réseau téléphonique ;
- au réseau de distribution d'eau potable (consommation et sanitaire).

Article 12. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les éléments justifiant que ces installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Article 13. Origine des déchets :

L'origine des déchets doit être conforme au plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés et au dossier de demande d'autorisation complété. Toute modification notable de la nature ou de l'origine des déchets admis sur le site doit être portée avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation, à la connaissance de M. Le Préfet.

Article 14. Déchets admissibles :

L'installation est autorisée à traiter les matières suivantes :

- matière organique d'origine végétale n'ayant pas subi de traitement chimique (déchets verts et ligneux, rebuts de fabrication de l'industrie agro-alimentaire, paille) ;
- fraction fermentescible de déchets et assimilés triés à la source ou obtenue par tri mécanique ;
- boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires (à l'exclusion des boues issues de stations d'épuration des installations d'abattoirs traitant des ruminants ou d'usines d'équarrissage), de l'industrie du cuir, dont la qualité est conforme aux dispositions du présent arrêté ;
- boues de station d'épuration des industries textiles.

Article 15. Déchets non admis :

Les types de déchets non énumérés à l'article précédent ne sont pas admis dans les installations de compostage.

La quantité de produits non admissibles à éliminer, présente sur le site ne pourra excéder 30 m³. Ces déchets doivent être évacués obligatoirement, quelle qu'en soit la quantité, avant chaque période d'interruption prolongée de l'installation (jour férié, fin de semaine).

Article 16. Stockage de compost

Un stockage maximal de 12 000 m³ de compost est autorisé sur le site. La durée d'entreposage des composts produits est inférieure à 1 an.

Article 17. Suivi des déchets entrants

Avant réception d'un déchet, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de déchets livrés.

L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. A défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte.

Les déchets dangereux introduits dans l'installation de manière accidentelle seront traités avec les déchets dangereux produits par l'installation.

Aucun déchet susceptible d'émettre des rayonnements ionisants ne doit être accepté dans l'installation.

Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées.

Un affichage des déchets pris en charge par l'installation doit être visible à l'entrée du site. Les déchets non listés ne sont pas admis dans l'installation.

Pour le transit, le regroupement et le traitement de déchets (notamment le tri) un registre chronologique est tenu à jour où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, « le numéro de notification prévu par le règlement susvisé » ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

Le dit registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les informations à conserver peuvent être contenues dans un document papier ou informatique.

Article 18. Suivi des déchets sortants

Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Il est tenu à jour. Le dit registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les informations à conserver peuvent être contenues dans un document papier ou informatique.

Article 19. Rejets aqueux

Le sol des aires de manipulation de matières, produits et déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières accidentellement répandues.

Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire. A défaut et lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un épandage, ils sont traités de la façon suivante :

- les eaux de toiture peuvent être directement rejetées dans le milieu naturel sous réserve du respect des valeurs limites définies à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 est vérifiée semestriellement par l'exploitant ;

- les autres eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou avec le compost peuvent être rejetées dans le milieu naturel au moins après passage dans un décanteur-déshuileur, ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 est vérifiée par l'exploitant à une fréquence au moins semestrielle ;
- les eaux résiduaires et pluviales polluées sont dirigées vers un bassin de rétention, dont la capacité est dimensionnée en fonction de l'étude d'impact. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées, le cas échéant après traitement, que si elles respectent à minima les valeurs limites définies à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008. L'exploitant effectue une surveillance semestrielle de la qualité de ces rejets.

Article 20. Cuvettes de rétention

Tout stockage de produits et de déchets susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20% de la capacité totale ou 50% dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Article 21. Isolement du réseau de collecte

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.

Article 22. Moyens de lutte contre l'incendie

Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d'un incendie.

L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- de points d'eau d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- de matériels de protection adaptés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article 23. Interdiction des feux

Dans les parties de l'installation présentant des risques incendie, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Article 24. « Permis d'intervention » - « Permis feu »

Dans les parties de l'installation présentant un risque incendie, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Article 25. Bruit

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

La fréquence d'analyses des émissions sonores est d'une fois tous les trois ans. Les niveaux limites admissibles en dB(A) à respecter sont les suivants :

Emplacement	Niveau limite admissible en dB(A)	
	Jour (7h à 22h sauf dimanches et jours fériés)	Nuit (22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés)
En tout point de la limite du site autorisée	65	55

Article 26. Rejets atmosphériques

Les émissions de poussières sont captées et dirigées avant rejet vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, ou combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émission ou par tout procédé d'efficacité équivalent.

Article 27. Odeurs

Un contrôle des débits d'odeurs et des rejets canalisés est effectué tous les cinq ans.

Article 28. Brûlage

Le brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

SECTION : EPANDAGE

Article 29. Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société TERRALYS, dont le siège social est situé au 38 avenue Jean Jaurès – 78 440 Gargenville, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à valoriser les composts issus de la plate-forme de compostage qu'elle exploite sur le territoire de la commune de MENARMONT en recyclage agricole.

Conformément au parcellaire communiqué à l'inspection, les communes concernées par le plan d'épandage sont les suivantes :

- ANGLEMONT ;
- AUMONTZEY ;
- AZERAILLES ;
- BAZEGNEY ;
- BAZIEN ;
- BOUZEMONT ;
- BREMONCOURT ;
- BULT ;
- LA CHAPELLE DEVANT BRUYERES ;
- DEINVILLERS ;
- DOMMARTIN AUX BOIS ;
- DOMPIERRE ;
- DOMPTAIL ;
- DOMPTAIL EN L'AIR ;
- DESTORD ;
- DONCIERES ;
- ENTRE DEUX EAUX ;
- ESCLES ;
- ESSEGNEY ;
- ETREVAL ;
- FONTENOY LA JOUTE ;
- FRAIMBOIS ;
- FROVILLE ;
- GERBEVILLER ;
- HAUDONVILLE ;

- HAROL ;
- HERIMENIL ;
- JORXEY ;
- LUNEVILLE ;
- MANDRAY ;
- MAGNIERES ;
- MARAINVILLER ;
- MEHONCOURT ;
- MENARMONT ;
- MENIL SUR BELVITTE ;
- MOYEN ;
- LES POULIERES ;
- REHAINVILLER ;
- REMOMEIX ;
- ROMAIN ;
- SAINT GORGON ;
- SAINT-LEONARD ;
- SAULCY SUR MEURTHE ;
- SERCOEUR ;
- UXEGNEY ;
- VATHIMENIL ;
- VAUDEVILLE ;
- VIOMENIL ;
- VOMECOURT ;

Article 30. Modification

Toute modification dans la liste des parcelles d'épandage, toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance de M. Le Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 31. Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 32. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées par la section nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou de déclaration le cas échéant.

Article 33. Epandages interdits

Les épandages non autorisés par le présent arrêté sont interdits. De plus, les épandages sont également interdits :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;

- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les grandes cultures implantées au printemps (du 1^{er} juillet au 31 août) ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.

L'exploitant doit également tenir compte des contraintes liées aux périmètres de protection des captages d'eau potable, existants et à venir.

Article 34. Règles générales d'épandage

La nature, les caractéristiques et les quantités des composts destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

L'épandage des composts sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par :

- l'arrêté ministériel modifié du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (section IV : Epandage) ;
- les arrêtés préfectoraux pris dans les Vosges et en Meurthe-et-Moselle relatifs aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

L'épandage fait l'objet de conventions ou contrats qui établissent les engagements et leur durée entre d'une part, la société TERRALYS et d'autre part les agriculteurs autorisant l'épandage des composts sur leurs parcelles.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 35. Origine des composts à épandre

Les composts à épandre sont exclusivement issus de la plate-forme de compostage de MENARMONT. Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

La capacité nominale de la plate-forme est de 22 000 tonnes et conduit à la fabrication de 10 000 tonnes de composts à 54 % de matière sèche soit 5 400 tonnes de matière sèche par an maximum.

Article 36. Etude préalable

Tout épandage est subordonné à une étude préalable qui doit montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.

Cette étude préalable doit comprendre au minimum :

- 1° La fabrication des déchets ou effluents : origine, procédés de fabrication, quantités et caractéristiques ;
- 2° La représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude et des zones aptes à l'épandage ;
- 3° La représentation cartographique, à une échelle appropriée, des parcelles aptes à l'épandage et de celles qui en sont exclues, en précisant les motifs d'exclusion ;
- 4° La liste des parcelles retenues avec leur référence cadastrale ;
- 5° L'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances qui pourraient résulter de l'épandage ;
- 6° La description des caractéristiques des sols, des systèmes de culture et des cultures envisagées dans le périmètre d'étude ;

- 7° Une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés au tableau 4 et sur l'ensemble des paramètres visés pour la caractérisation de la valeur agronomique, réalisée en un point de référence, représentatif de chaque zone homogène ;
- 8° La justification des doses d'apport et des fréquences d'épandage sur une même parcelle ;
- 9° La description des modalités techniques de réalisation de l'épandage ;
- 10° La description des modalités de surveillance des opérations d'épandage et de contrôle de la qualité des effluents ou déchets épandus ;
- 11° La localisation, le volume et les caractéristiques des ouvrages d'entreposage.

L'étude préalable est complétée par l'accord écrit des exploitants agricoles des parcelles pour la mise en oeuvre de l'épandage dans les conditions envisagées.

Cette étude est remise à jour en fonction des modifications dans la liste des parcelles mises à disposition ou des modifications des contraintes recensées initialement.

Une filière alternative d'élimination ou de valorisation des déchets solides ou pâteux doit être prévue en cas d'impossibilité temporaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

M. Le Préfet peut faire appel à un organisme indépendant du producteur de déchets ou d'effluents et mettre en place un dispositif de suivi agronomique des épandages dans un objectif de préservation de la qualité des sols, des cultures et des produits.

Article 37. Quantité maximale annuelle de compost à épandre

La quantité d'application des composts, sur ou dans les sols, doit respecter les trois conditions suivantes :

- elle est calculée sur une période appropriée par rapport au niveau de fertilité des sols et aux besoins nutritionnels des plantes en éléments fertilisants, notamment le phosphore et l'azote, en tenant compte des autres substances épandues,
- elle est compatible avec les mesures relatives aux programmes d'action à mettre en oeuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- elle est, en tout état de cause, au plus égale à 3 kilogrammes de matière sèche par mètre carré, sur une période de dix ans (hors apport de terre ou de chaux).

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus,
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années,
- du contexte agronomique et réglementaire local (programmes d'action à mettre en oeuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole).

Quelque soit les apports de fertilisants azotés, compatibles avec le respect de l'équilibre de la fertilisation, la quantité maximale d'azote d'origine organique contenue dans les produits épandus sur l'ensemble du plan d'épandage de la plateforme ne doit pas dépasser 170 kg N/ha/an.

L'exploitant doit vérifier avant tout épandage qu'aucun autre apport de fertilisant n'a été mis en oeuvre sur la parcelle à épandre la même année.

Compte tenu de ces dispositions, la dose d'apport est fixée à 15 tonnes de produit brut de compost à 54% de matière sèche avec un retour moyen d'épandage de 3 ans.

Article 38. Qualité du compost à épandre

Les composts ne peuvent être épandus, compte tenu des autres apports fertilisants et toutes origines confondues, si l'une des teneurs limites suivantes n'est pas respectée :

Éléments-traces	Valeur limite dans les composts (mg/kg MS)	Flux maximum cumulé, apporté par les composts en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	10	0,015
Chrome	1 000	1,5
Cuivre	1 000	1,5
Mercure	10	0,015
Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3 000	4,5
Chrome + cuivre + nickel + zinc	4 000	6

Tableau 1 : Teneurs limites en éléments-traces métalliques des composts

Composés-traces	Valeur limite dans les composts (mg/kg MS)		Flux maximum cumulé, apporté par les composts en 10 ans (mg/m ²)	
	Cas général	Epandage sur pâturages	Cas général	Epandage sur pâturages
Total des 7 principaux PCB ¹	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

Tableau 2 : Teneurs limites en composés-traces organiques des composts

¹ PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

En outre, lorsque les composts sont épandus sur des pâturages ou sur des sols de pH inférieur à 6, les flux maximum des éléments-traces à prendre en compte, cumulés sur une durée de dix ans, sont :

Éléments-traces	Flux maximum cumulé, apporté par les composts sur 10 ans (g/m ²)
Cadmium	0,015
Chrome	1,2
Cuivre	1,2
Mercure	0,012
Nickel	0,3
Plomb	0,9
Zinc	3
Sélénium ²	0,12
Chrome + cuivre + nickel + zinc	4

Tableau 3 : Flux cumulé maximum en éléments-traces apporté par les composts pour les pâturages (ou les sols de pH inférieur à 6)

Par ailleurs, un suivi de la valeur agronomique des composts est effectué. Ce suivi porte sur les paramètres définis ci-dessous pour la caractérisation de la valeur agronomique des composts :

- matière sèche (en %) ; matière organique (en %) ;
- pH ;
- azote total ; azote ammoniacal ;
- rapport C/N ;
- phosphore total (en P₂O₅) ;
- potassium total (en K₂O) ;
- calcium total (en CaO) ;
- magnésium total (en MgO) ;
- oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B sont mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces.

Les autres oligo-éléments sont analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des composts.

Article 39. caractéristiques des sols

Les composts ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH est supérieur à 5,
- les boues dont sont issus les composts ont reçu un traitement à la chaux,
- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du Tableau 3.

Les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols ne doivent pas dépasser l'une des valeurs limites suivantes :

² Pour le pâturage uniquement

Éléments-traces dans les sols	Valeur limite en mg/kg MS
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercur	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Tableau 4 : Valeurs limites de concentration en éléments-traces dans les sols

Les épandages de boues sur des sols (parcelles 23-69a, 23-69b et 29-09) dont la teneur en nickel est supérieure à 50 mg/kg de matière sèche mais inférieure à 75 mg/kg de MS sont autorisés à condition que le nickel extrait par DTPA soit inférieur à 5 mg/kg et que le pH soit supérieur ou égal à 5,5.

Des plus, des analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des sols sont effectuées sur les paramètres suivants :

- granulométrie
- matière sèche (en %) ; matière organique (en %) ;
- pH ;
- azote total ; azote ammoniacal ;
- rapport C/N ;
- P_2O_5 échangeable ;
- K_2O échangeable ;
- CaO échangeable ;
- MgO échangeable ;
- oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B sont mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces.

Les autres oligo-éléments sont analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des composts.

Article 40. Distances d'isolement et délais de réalisation des épandages

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les composts et d'éviter toute pollution des eaux.

Les composts sont épandus de manière homogène sur le sol.

Les périodes d'épandage, dans la limite de celles autorisées, et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles au sol ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide vers les nappes d'eau souterraine ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L 20 du code de la santé publique, l'épandage de déchets ou d'effluents respecte les distances et délais minima prévus dans le tableau suivant :

Nature des activités à protéger	Distance minimale	Domaine d'application
Puits, forage, sources, aqueduc transitant des eaux destinés à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères.	35 mètres 100 mètres	Pente du terrain inférieure à 7% Pente du terrain supérieure à 7 %
Cours d'eau et plan d'eau	5 mètres des berges	Pente du terrain inférieure à 7 % et déchets non fermentescibles enfouis immédiatement après épandage.
	35 mètres des berges	Pente du terrain inférieure à 7 % et autres cas
	100 mètres des berges.	Pente du terrain supérieure à 7% et déchets solides et stabilisés.
	200 mètres des berges	Pente du terrain supérieure à 7% et déchets nonsolides et non stabilisés
Lieux de baignade.	200 mètres	
Sites d'aquaculture (pisciculture et zones conchylicoles).	500 mètres	
Habitations ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissement recevant du public.	50 mètres 100 mètres	En cas de déchets ou d'effluents odorants.
	DELAI MINIMUM	
Herbages ou culture fourragères.	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte de cultures fourragères.	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes.
	Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères.	Autres cas.

Nature des activités à protéger	Distance minimale	Domaine d'application
Terrain affectés à des cultures maraîchères ou fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers.	Pas d'épandage pendant la période de végétation.	
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru.	Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même. Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même.	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes. Autres cas.

Sans préjudice des prescriptions fixées dans le tableau ci-dessus :

- les composts non stabilisés épandus sur sol nu sont enfouis dans un délai de 48 heures ;
- les périodes propices à l'épandage se situent d'avril à mi-octobre ;
- les épandages de printemps sont interdits sauf conditions climatiques très favorables ;
- l'épandage de composts solides sur prairie est fortement déconseillé et fera l'objet le cas échéant d'une justification par rapport aux parcelles disponibles ;
- la période après le départ des animaux devra être privilégiée pour l'épandage sur prairie.

Article 41. Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires

Le volume maximum d'entreposage des composts sur site de la plate-forme est limité 12 000 m³.

Les ouvrages d'entreposage des composts à épandre sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.

Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours de la période d'entreposage. L'implantation des ouvrages d'entreposage, dépôts temporaires et dépôts de transit, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des composts.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.

Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

Le dépôt temporaire de composts sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les quatre conditions suivantes sont simultanément remplies :

- les composts sont solides et stabilisés ; à défaut, la durée maximale du dépôt est inférieure à 48 heures. En tout état de cause, la durée maximale ne doit pas excéder 2 mois ;
- toutes les précautions ont été prises pour éviter une percolation rapide vers les eaux superficielles ou souterraines ou tout ruissellement ;
- le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies à l'article précédent du présent arrêté sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ;
- pas de dépôt en zone inondable ou dans les périmètres des captages d'alimentation en eau potable ;

seules sont entreposées les quantités de composts nécessaires à la période d'épandage considérée.
Cette quatrième condition n'est pas applicable aux composts hygiénisés.

Article 42. Limitation du tonnage des véhicules de transport sur la voie publique

Les véhicules respectent les limitations du tonnage sur les voies communales et sur la voirie départementale pendant la période de pose des barrières de dégel.

Article 43. Programme prévisionnel annuel

L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage préalable en accord avec les exploitants agricoles. Ce programme prévoit :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne d'épandage ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après apport de composts, ...) sur ces parcelles ;
- des analyses de sol portant sur les paramètres mentionnés à l'article 27 du présent arrêté réalisées sur des points représentatifs des parcelles concernées par l'épandage, incluant les points de référence représentatifs de chaque zone homogène concernée par la campagne d'épandage ;
- une caractérisation des composts à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des composts (calendrier prévisionnel d'épandage et doses d'épandage par unité culturale, ...) en fonction de la caractérisation des composts, du sol, des systèmes et types de cultures et des autres apports de matières fertilisantes ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Le programme est transmis à M. Le Préfet au plus tard un mois avant le début des campagnes d'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 44. Bilan annuel

L'exploitant établit un bilan annuel comprenant :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne d'épandage ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après apport de composts, ...) sur ces parcelles ;
- des analyses des sols réalisées sur des points représentatifs des parcelles concernées par l'épandage, incluant les points de référence représentatifs de chaque zone homogène concernée par la campagne d'épandage ;
- une caractérisation des composts (quantités, rythme de production, quantités d'éléments fertilisants ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des composts (doses d'épandage par unité culturale, ...) en fonction de la caractérisation des composts, du sol, des systèmes et types de cultures et des autres apports de matières fertilisantes ;
- les modalités de surveillance décrites par le présent arrêté, d'exploitation interne de ces résultats, de tenue du cahier d'épandage et de réalisation du bilan agronomique ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage ;
- la mise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Ce bilan est transmis à M. Le Préfet avant ou en même temps que le programme annuel d'épandage de la campagne suivante.

Article 45. Fréquence d'analyse des composts

Tant que le procédé de fabrication des composts n'est pas modifié et que les boues dont sont issus les composts restent conformes aux caractéristiques imposées dans l'arrêté d'autorisation de la plate-forme de compostage, les composts sont analysés périodiquement selon la fréquence indiquée dans le tableau suivant :

Valeur agronomique des composts	1 analyse par lot
Éléments-traces métalliques	1 analyse par lot
Composés-traces organiques	1 analyse tous les 2 lots

Tableau 5 : Nombre d'analyses des composts en routine dans l'année
(1 lot correspond au maximum à 200t de matière sèche)

Pour toute modification de procédé ou des critères d'admission des boues en entrée de la plate-forme, la fréquence d'analyse pour la première année sera celle du tableau ci-après :

Valeur agronomique des composts	48
As, B	3
Éléments-traces	48
Composés organiques	24

Tableau 6 : Nombre d'analyses par an de composts lors de la première année

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des composts sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d) de l'arrêté ministériel modifié du 02 février 1998.

Le volume des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs (avec pompes de refoulement) soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

Article 46. Caractère hygiénisé des composts

Dès lors que les dispositions spécifiques prévues pour les composts hygiénisés sont utilisées, les traitements d'hygiénisation font l'objet de la surveillance suivante :

Dès la mise en service de l'unité de traitement, des analyses sont effectuées en sortie de la filière de traitement.

Elles doivent démontrer le caractère hygiénisant du traitement, en particulier, les concentrations suivantes doivent être respectées :

- salmonella < 8 NPP/10 g MS (NPP : Nombre le Plus Probable) ;
- entérovirus < 3 NPPUC/10 g MS ;
- oeufs d'helminthes pathogènes viables < 3/10 g MS.

En outre, une analyse des coliformes thermotolérants est effectuée en parallèle.

En période de suivi, les traitements d'hygiénisation font ensuite l'objet d'une surveillance des coliformes thermotolérants dans les conditions prévues à l'annexe VII d de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998, à une fréquence d'au moins une analyse tous les quinze jours durant la période d'épandage sur les lots maturés. Les concentrations mesurées sont interprétées en référence à celle obtenue lors de la caractérisation du traitement et doivent démontrer un bon fonctionnement de l'installation de traitement et l'absence de recontamination.

Article 47. Fréquence d'analyse des sols

Le suivi des parcelles a pour but de mettre en évidence les modifications des propriétés physico-chimiques des sols participant au plan d'épandage.

Pour les parcelles 23-69a, 23-69b et 29-09, les analyses suivantes sont réalisées :

- mesure du nickel total, du Ni-DTPA et du pH au même point de référence après le premier épandage (afin de vérifier l'effet de ce dernier sur la biodisponibilité du nickel) ;
- mesure du nickel total, du Ni-DTPA et du pH au même point de référence tous les deux épandages afin de suivre l'évolution du comportement du nickel ;
- analyse en nickel total sur les végétaux cultivés après épandage. Seules les parties consommées sont prélevées (16 prélèvements manuels au hasard dans un cercle de rayon de 7,5 mètres autour du même point de référence, homogénéisés puis échantillonnés).

Le prévisionnel d'épandage établit la liste des parcelles de référence, correspondant à une zone d'épandage homogène et permettant de réaliser au moins un suivi de la valeur agronomique des sols par exploitation.

En outre, les sols sont analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses portent sur les éléments traces et ceux pour la caractérisation de la valeur agronomique visés à l'article 27 du présent arrêté.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998.

Article 48. Cahier d'épandage

L'exploitant doit mettre en place un dispositif de surveillance de la qualité des composts. Il tient à jour un cahier d'épandage indiquant :

- les quantités de composts produits dans l'année (volumes bruts, quantités de matière sèche hors et avec ajout de structurant) ; en cas de mélange de boues, la provenance et l'origine de chaque boue et leurs caractéristiques (teneurs en éléments fertilisants, en éléments-traces et composés-traces) ;
- les méthodes de traitement des composts ;
- les quantités épandues par unité culturale avec les références parcellaires, les surfaces, les dates d'épandage, les cultures pratiquées et le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les composts avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

La synthèse annuelle du cahier d'épandage est adressée à la fin de chaque année civile au service chargé de la police de l'eau et aux utilisateurs de composts selon le format de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment sur un support écrit de la localisation des composts produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

L'exploitant est tenu de conserver ce cahier d'épandage pendant dix ans.

SECTION : GARANTIES FINANCIERES

Article 49. Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R516-2 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

Article 50. Montant des garanties financières

Le montant initial de référence des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif au calcul des garanties financières, est fixé à 70 916, 56 euros TTC (avec un indice TP01 fixé en octobre 2013 à 702,2 et un taux de TVA de 20%).

Article 51. Etablissement des garanties financières

Conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas obligation de constituer ces garanties financières.

Article 52. Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance de Monsieur le Préfet avant sa réalisation.

Article 53. Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse à Monsieur Le Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et, le cas échéant, l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par M. Le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 54. Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, la quantité de déchets non dangereux de bois pouvant être entreposés sur le site ne doit pas dépasser 1 000 t (ou 5 000 m³).

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 55. Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par la présente section de cet arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 56. Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 57. abrogation

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 3021/2007 du 20 septembre 2007 sont abrogées.

Article 58.

Le Préfet des Vosges, la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Vosges et dont une ampliation est notifiée à :

Monsieur Christian DURAND, Société TERRALYS, 38 avenue Jean Jaurès, 78 440 GARGENVILLE

Adresse :

Délais et voies de recours : Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois suivant sa notification et dans les dispositions précisées à l'article L. 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL
ENCADRANT LA POST-EXPLOITATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE
DECHETS NON DANGEREUX DE LA HAIE ROUSSE A MENARMONT
EXPLOITEE PAR LA SOCIETE SITA LORRAINE

Le préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1510/2004 modifié autorisant la société SITA LORRAINE à poursuivre l'exploitation par rehaussement du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de la « Haie Rousse » située sur le territoire de la commune de MENARMONT ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2646/2007 réglementant l'enfouissement des résidus secs issus du traitement de lixiviats du Centre de Stockage de Déchets Ultimes situé sur le territoire de la commune de MENARMONT ;
- Vu la note transmise par l'exploitant le 20 avril 2012 sur les aménagements prévus pour la collecte des eaux dans le cadre du renforcement de l'étanchéité de la couverture du site 3 de l'ISDND de la Haie Rousse ;
- Vu le courrier adressé par l'exploitant à Monsieur le Préfet des Vosges, le 25 juillet 2012 demandant l'actualisation des garanties financières de l'établissement ;
- Vu le mémoire de réhabilitation transmis le 05 mars 2013 par la société SITA LORRAINE à Monsieur le Préfet des Vosges ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 août 2012 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du XX XX 2014 ;
- Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du XX XX 2014 ;
- Considérant que des prescriptions complémentaires sont nécessaires afin de réglementer la période de suivi de long terme de l'installation de stockage de déchets non dangereux sise à MENARMONT ;
- Considérant que le maintien en place du drainage des eaux sous les casiers doit être maintenu pendant au moins cinq ans après le début de la période de post-exploitation ;
- Considérant qu'il convient de préciser la formule d'actualisation des garanties financières de l'établissement ;
- Considérant que les dispositions du présent arrêté sont de nature à préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1.

La Société SITA Lorraine, dont le siège social est 5 rue des drapiers – 57000 METZ, doit assurer la post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de MENARMONT au lieu-dit "La Haie Rousse", aux conditions définies par le présent arrêté.

Le centre de stockage se compose de trois sites répartis comme suit et définis sur le plan annexé au présent arrêté :

- site n° 1 : ce site a été remis en état;
- site n° 2 : une couverture finale a été mise en place sur le massif de déchets. Ce site a fait l'objet d'une exploitation par rehausse pour partie ;
- site n° 3 : une couverture finale a été mise en place sur le massif de déchets. Ce site a fait l'objet d'une exploitation par rehausse pour partie.

L'emprise totale du site (n° 1, 2 et 3) est d'environ 52,55 ha.

Jusqu'au terme de la période de suivi (au moins 30 ans à partir du 28 juin 2013), l'usage du site sera industriel et comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Article 2. Classement des activités

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité	Régime de classement
2760.2	Installation de stockage de déchets non dangereux	150 000 t/an	Autorisation Mise à l'arrêt depuis le 31/12/2011

Article 3.

Les installations doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et documents fournis dans le dossier de demande d'autorisation et le mémoire de cessation d'activité, transmis à Monsieur le Préfet, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Toute modification notable apportée par le demandeur à l'installation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de Monsieur le Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

L'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux s'applique à l'installation.

Article 4.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 5. Clôture du centre

Afin d'en interdire l'accès, le périmètre de l'installation de stockage de déchets est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de deux mètres.

Un seul accès principal à partir de la voie communale de Doncières est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site. L'accès est fermé à clef en l'absence de personnel sur le site. L'accès du site est interdit aux particuliers.

Un accès secondaire permet aux véhicules de service et aux engins de chantier de rejoindre le site. Il est fermé à clef en permanence.

Article 6. Réseaux d'alimentation

L'installation est reliée :

- au réseau électrique ;
- au réseau téléphonique ;
- au réseau de distribution d'eau potable.

Article 7. Panneau d'information

A l'entrée principale du site est placé un panneau sur lequel sont inscrits :

- la désignation de l'installation de stockage ;
- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral réglementant le site ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les mots « accès interdit sans autorisation » et « informations disponibles à » suivis de l'adresse de l'exploitant ou de son représentant et de la mairie ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie compétente ainsi que de la préfecture des Vosges.

Le panneau doit être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.

Article 8. Surveillance et entretien

L'entrée de toute personne sur le site se fait sous la responsabilité de l'exploitant et doit être consignée dans un registre de visite.

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Article 9. Intégration paysagère – Ecrans visuels

L'exploitant veille à l'intégration paysagère de l'installation. Les plantations réalisées sont régulièrement entretenues et complétées en tant que de besoin.

La clôture doit être doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes, en fonction de la visibilité de l'installation. La bordure nord du centre de stockage de déchets sera arborée avec des essences locales.

Article 10. Voies de circulation internes

Les installations techniques sont accessibles aux véhicules et la voie d'accès est maintenue dans un état constant de propreté.

Article 11. Prévention des nuisances sonores et des vibrations mécaniques

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-dessous, qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

EMPLACEMENT	NIVEAU LIMITE ADMISSIBLE EN dB(A)	
	Jour (7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés)	Nuit (22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés)
En tout point de la limite du site autorisé par le présent arrêté	65	55

Indépendamment de cette contrainte, les installations ne doivent pas générer, dans les zones à émergence réglementée :

- si le bruit ambiant (incluant le bruit des installations) dans la zone à émergence réglementée est supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A) : une émergence supérieure à 6 dB (A) en période de jour (7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés) et à 4 dB (A) en période de nuit (22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés) ;
- si le bruit ambiant dans la zone à émergence réglementée est supérieur à 45 dB(A) : une émergence supérieure à 5 dB (A) en période de jour et à 3 dB (A) en période de nuit.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée, dont le choix est soumis à son approbation. Les frais en sont supportés par l'exploitant.

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

TITRE I - Installation de stockage des déchets

Article 12. Isolement du centre de stockage des déchets par rapport aux tiers

La zone de stockage de déchets est implantée et aménagée, en période de post-exploitation, de telle sorte que :

- elle soit compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes ;
- elle ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l'objet de mesures compensatoires suffisantes et qui mettraient en cause la préservation de l'environnement et la salubrité publique.

Pendant toute la période de suivi, pour les sites 1 (hors plateforme de compostage), 2 et 3, il est interdit :

- d'implanter toute construction ou éléments de construction (autres que celles nécessaires à la post-exploitation, aux installations liées au traitement et à la valorisation des déchets ou aux activités prévues dans le cadre du dossier d'usage futur) ;
- d'aménager des terrains de camping ou de stationnement de caravanes ;
- d'effectuer des plantations d'espèces à racine profonde susceptibles de nuire à la conservation de la couverture autres que celles prévues dans le projet de revégétalisation du site ;
- d'irriguer les terrains à l'exception de l'arrosage nécessaire pour maintenir la végétation superficielle ;
- toute opération pouvant remettre en cause la stabilité mécanique statique et/ou dynamique des digues et/ou du massif de déchets, comme la réalisation de trous, excavations, forages, défonçages (exceptées les opérations liées au maintien opérationnel des équipements et ouvrages nécessaires à la post-exploitation du site) ;
- de déplacer, de supprimer, d'enfouir ou de combler, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental, les piézomètres, les fossés périphériques, les ouvrages de récupération des eaux pluviales, les ouvrages de collecte des lixiviats, les bassins de stockage des lixiviats et le réseau de captage du biogaz.

Article 13. Digues périphériques

Les digues périphériques externes ceinturent le site et assurent le maintien des déchets en place. Elles doivent être ancrées au sol pour rester stables dans le temps, compactées et réalisées avec des matériaux à faible perméabilité.

La société SITA Lorraine assure un contrôle périodique de l'état des digues et du parement externe du massif des déchets. En cas de besoin, les fissures pouvant apparaître sont rechargées avec de l'argile.

Article 14. Drainage des eaux de décompression des terrains (eaux hypodermiques) du site n° 3 et de l'alvéole 19

Un drainage des eaux de décompression des terrains est réalisé par la mise en place d'une tranchée drainante sur les côtés est et sud du site n° 3. Cette tranchée drainante est constituée par une paroi verticale associée à un drain (collecteurs A et B) reposant sur un lit de graviers siliceux recouvert d'un mètre de graviers.

Un dispositif de drainage équivalent est réalisé en limite nord du site.

Un collecteur principal (C) auquel sont raccordés les eaux collectées sur le drain de pied de flanc nord et pour chaque casier, de drains périphériques de pied de digue interne et des drains ramifiés.

Les eaux collectées par ce réseau sont dirigées gravitairement vers le bassin tampon de 7 500 m³ situé au sud-est du site.

Le bassin tampon est muni en sortie d'un dispositif d'obturation. Les eaux du bassin tampon rejoignent le ruisseau du Pré Perrin par l'intermédiaire d'un conduit différent et différencié de celui de l'alvéole n° 19 du site n° 2. Une analyse du pH et une mesure de la résistivité des eaux du bassin sont réalisées avant rejet.

L'exploitant doit assurer un entretien et un suivi régulier de l'ouvrage.

Sur chacun des bras de la tranchée drainante périphérique sont implantés des regards, équipés pour pouvoir permettre la prise d'échantillon d'eau à des fins d'analyse. Les chambres de jonction destinées à la mise en communication des différents drains sont visitables et aménagées pour permettre la prise d'échantillon d'eau en provenance de chaque bras à des fins d'analyse.

En amont direct du bassin tampon de 7 500 m³, une ou des chambres de jonction doivent permettre de déterminer sans ambiguïté l'arrivée des collecteurs A, B et C. Chaque drain principal doit pouvoir être obturé facilement et efficacement en cas de besoin.

Le système de drainage des eaux de décompression des terrains est maintenu pendant au moins 5 ans à compter du début de la période de post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Cette durée pourra être réduite après remise par l'exploitant d'un dossier technique justifiant de la non nécessité du maintien du système de drainage et de l'absence d'impact significatif résultant du non drainage des eaux de décompression des terrains et l'approbation de Monsieur le Préfet des Vosges.

Un drain suffisamment dimensionné est placé entre les sites n° 2 et 3, à une profondeur correspondant au fond des alvéoles du site n° 2. Ce drain permet de récupérer d'éventuels lixiviats en provenance du site n° 2 pour les diriger vers un regard étanche équipé d'une pompe de relevage reliée au(x) bassin(s) de stockage des lixiviats du site.

Article 15. Collecte des eaux de ruissellement

Les eaux externes à la zone d'exploitation sont détournées par un réseau de fossés périphériques avant rejet vers le milieu naturel, à savoir le ruisseau du Pré Perrin au sud-est ou le ruisseau du Sapré à l'ouest en fonction du bassin versant.

Les eaux de ruissellement intérieures au site, correspondant aux zones exploitées du site 3 et par rehausse du site 2, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets passent, avant rejet dans le milieu naturel, par un ou plusieurs bassins de stockage étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité. Une analyse du pH et une mesure de la conductivité des eaux des bassins sont réalisées avant rejet dans le ruisseau du Pré Perrin et/ou le ruisseau Le Sapré. En cas d'anomalie, les paramètres visés à l'article 24.03 sont analysés.

Les volumes des bassins de gestion des eaux de ruissellement, correspondant aux zones exploitées du site 3 et par rehausse du site 2 sont :

- d'environ 10 000 m³ pour le grand bassin des eaux de surface (GBES),
- d'environ 1 300 m³ pour le petit bassin des eaux de surface (BES).

Article 16. Collecte et stockage des lixiviats

Le fond de forme des casiers d'exploitation a une pente d'environ 1 % pour permettre l'écoulement gravitaire des lixiviats vers les puits de reprise.

Les lixiviats pompés dans les alvéoles sont stockés dans un ou plusieurs bassins représentant un volume total de 1 800 m³.

Le rejet de lixiviats, même dilués, vers le milieu naturel et leur épandage sont interdits.

16.01. Nouvelles alvéoles (site n° 3 et rehausse sur site n° 2)

Chaque alvéole est aménagée de manière à réaliser un ou plusieurs points bas vers lesquels se dirigeront les eaux de percolation. Pour chaque point bas, un puisard de reprise est mis en place pour faciliter le pompage des lixiviats. L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains.

16.02. Anciennes alvéoles (site n° 2 hors rehausse)

Chaque alvéole du site est aménagée de manière à réaliser un ou plusieurs points bas vers lesquels se dirigeront les eaux de percolation. Pour chaque point bas, un puisard de reprise est mis en place pour faciliter le pompage des lixiviats. Ce puisard est dimensionné pour tenir compte d'une charge hydraulique maximale de 1 m en fond de site.

Article 17. Traitement des lixiviats

Les lixiviats issus des bassins de stockage subissent un traitement dans une installation implantée sur le site et fonctionnant sur le principe de la co-dépollution lixiviats/biogaz par évaporation utilisant le biogaz comme source de chaleur.

L'évacuation des résidus issus du traitement sur site des lixiviats, est soumise aux prescriptions de l'arrêté ministériel modifié du 29/07/05 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du Code de l'Environnement.

En cas de défaillance du dispositif, les effluents bruts peuvent être traités par une installation extérieure dûment autorisée. L'exploitant en tient informé l'inspecteur des installations classées.

Pour le traitement en station d'épuration extérieure autorisée pour le traitement des déchets, les lixiviats doivent respecter les valeurs limites suivantes :

— Métaux lourds totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Mn, Sn, Cd, Hg)	< 15 mg/l ;
(somme de la concentration en masse par litre) dont	
	Cr ⁶⁺ < 0,1 mg/l ;
	Cd < 0,2 mg/l ;
	Pb < 1 mg/l ;
	Hg < 0,05 mg/l ;
— As	< 0,1 mg/l ;
— Fluorures	< 50 mg/l ;
— CN libres	< 0,1 mg/l ;
— Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l ;
— AOX	< 5mg/l.

Le chargement des lixiviats s'effectue sur une zone en rétention au niveau de la plateforme de traitement de ces derniers.

La mise en œuvre de toute autre solution de traitement (interne ou externe) des lixiviats se fera après information de Monsieur le Préfet dans les formes prévues à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement.

Article 18. Captage et traitement du biogaz

Le dispositif de drainage du biogaz est composé :

- des puits mixtes biogaz/lixiviats implantés aux points bas de chacune des phases d'exploitation ;
- de puits verticaux en PEHD perforés, implantés par foration à l'intérieur des massifs de déchets ;
- d'un réseau de collecte en dépression reliant chaque tête de puits au(x) dispositif(x)s de traitement du biogaz.

Le réseau de collecte du biogaz fait l'objet des contrôles réguliers suivants :

- absence de points bas et de condensats dans le réseau ;
- mesures de la dépression en tête de ligne et sur les connexions ;
- mesures de la qualité du biogaz (cf. article 24.08 de l'arrêté).

Le biogaz capté est soit détruit par une torchère ou soit valorisé dans l'installation d'évaporation des lixiviats.

Article 19. Moyens d'information

L'installation de stockage est équipée de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

Article 20. Prévention des pollutions accidentelles

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de collecte des eaux de ruissellement.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Article 21. Prévention des risques d'incendie et d'explosion

21.01 : Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie. Ces moyens sont notamment les suivants :

- des extincteurs en nombre suffisant, adaptés à la nature du risque à combattre, et répartis dans les locaux et à proximité des installations présentant des risques d'incendie ;
- une réserve d'eau incendie constituée par les bassins de stockage des eaux de ruissellement.

21.02 : Dans les zones à risque de l'établissement, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail » et éventuellement « le permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la

consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignées par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise d'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

21.03 : Les consignes suivantes sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation et des personnes intervenant sur le site :

- consigne relative à la sécurité en cas d'incendie ;
- pour ce qui concerne les zones, déterminées par l'exploitant (sous sa responsabilité), qui présentent des risques particuliers d'incendie ou d'explosion, consigne relative à l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu ; cette interdiction doit être affichée en caractères apparents dans ces zones.

L'exploitant établit des plans d'intervention schématiques et des fiches réflexes destinés aux sapeurs-pompiers. Le nom des personnes qualifiées à apporter leur concours très rapidement en cas d'incident, avec leur numéro de téléphone personnel doit figurer dans le dossier.

Les bassins utilisables comme réserve incendie (bassin de stockage des eaux de ruissellement) doivent être accessibles en toute circonstance et équipés de manière à permettre une mise en aspiration des engins d'incendie.

21.04 : L'unité de traitement des lixiviats est équipée de dispositifs de sécurité permettant la mise à l'arrêt de cette installation et la fermeture rapide de l'électrovanne biogaz.

21.05 : La torchère de brûlage du biogaz est équipée d'une électrovanne et d'un système de détection de retour de flamme couplé à un arrête flamme. Elle est munie de dispositifs de sécurité (contrôles de température de flamme et de la présence de flamme par cellule de détection du rayonnement UV) permettant un redémarrage automatique 3 fois de suite de l'installation puis une mise à l'arrêt en cas de défaut. Dans ce cas, le réseau de collecte est fermé par le biais d'une électrovanne.

Une régulation de la température de fonctionnement est assurée par le contrôle du débit d'air comburant au travers des ventaux.

Une maintenance préventive est assurée tous les 6 mois. En cas de panne, une intervention est effectuée sous 48 heures hors weekend et jours fériés. Une réparation ou l'emploi de matériel équivalent est assuré sous 5 jours ouvrables.

Article 22. Prévention des odeurs

L'entretien et le suivi de l'installation sont menés de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 23. Gestion des déchets

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, dans le respect des dispositions du code de l'environnement (notamment titre IV du Livre V).

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

L'exploitant tient à jour un registre de l'élimination des déchets produits sur le centre conformément à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel modifié du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement).

Article 24. Surveillance de l'installation

24.01 Surveillance des lixiviats

En cas de traitement sur site, les lixiviats font l'objet d'une analyse semestrielle portant sur les paramètres suivants :

- pH, résistivité, MEST, DBO₅, DCO, COT ;
- Phosphore total, azote global, azote ammoniacal ;
- Métaux : Cd, Cr⁶⁺, Hg, Pb, As, Mn, Sn, Fe, Al, Cu, Cr, Ni, Zn et expression en métaux totaux ;
- Fluor et composés ;
- Chlorures, sulfates, phosphates ;
- Phénols ;
- CN libres ;
- Hydrocarbures totaux ;
- Composés organiques halogénés (AOX).

Avant tout envoi dans une installation extérieure (avec des seuils d'acceptation), les lixiviats font l'objet d'une analyse par bâchée portant sur les paramètres ci-dessus.

Les volumes de lixiviats traités sur site ou sur toute autre installation externe de traitement sont mesurés.

24.02 Evacuation des résidus secs de l'installation de traitement des lixiviats

Les résidus secs issus du traitement des lixiviats peuvent être stockés en big-bag ou dans des bennes avant élimination au sein d'une installation réglementée à cet effet au titre du Livre V, Titre Premier, du Code de l'Environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

24.03 Surveillance des eaux de ruissellement intérieures au centre de stockage et des eaux de décompression

Les eaux de ruissellement intérieures, correspondant aux zones exploitées du site 3 et par rehausse du site 2, et les eaux de drainage (bassin tampon et alvéole 19) au site font l'objet d'une analyse semestrielle portant sur les paramètres suivants :

- pH, résistivité, MEST, DCO, DBO₅, COT, oxygène dissous ;
- azote ammoniacal, nitrates ;
- chlorures.

Valeurs limites de rejet : Avant leur rejet au milieu naturel, les eaux de ruissellement intérieures au centre de stockage des déchets doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- pH compris entre 6,5 et 8,5 ;
- MEST < 35 mg/l ;
- DBO₅ < 20 mg/l ;
- DCO < 60 mg/l ;
- COT < 70 mg/l ;
- oxygène dissous > 3 mg/l ;
- azote ammoniacal < 5 mg/l ;
- nitrates < 44 mg/l ;
- chlorures < 400 mg/l.

Les volumes d'eaux de ruissellement intérieures, correspondant aux zones exploitées du site 3 et par rehausse du site 2, et les eaux de drainage (bassin tampon et alvéole 19) rejetées sont mesurés.

24.04 Surveillance des eaux superficielles

Une auto-surveillance de la qualité des eaux du ruisseau du Pré-Perrin en amont et en aval du site est effectuée de façon semestrielle. Les points de mesure sont déterminés en accord avec l'inspection des installations classées.

Les analyses portant sur les paramètres suivants : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité et COT.

Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées.

De même, une fois par an, l'exploitant procède à un examen de la qualité du ruisseau en aval de l'installation, en un point fixé en accord avec le service chargé de la police de l'eau. Les critères retenus pour les analyses sont les suivants : température, O₂ dissous, DBO₅, DCO, MEST, NO₃⁻ et NH₄⁺.

24.05 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau des points de contrôle des eaux souterraines est constitué de 5 puits répartis sur les sites n° 1, n° 2 et n° 3.

Ils doivent permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs du milieu à surveiller et un suivi constant et régulier des paramètres ci-dessous.

Ces puits doivent être réalisés conformément aux normes en vigueur ou éventuellement aux bonnes pratiques en la matière. Ils sont protégés contre les risques de détérioration et d'infiltration d'eaux de surface. Ils doivent être pourvus d'un bouchon maintenu fermé et cadénassé.

Pour chaque puits du dispositif, il est procédé, tous les 3 ans, à une campagne d'analyse portant sur les paramètres suivants :

- analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, Cl⁻, SO₄²⁻, PO₄³⁻, K⁺, Na⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, Mn²⁺, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, HAP ;
- analyse biologique : DBO₅ ;
- analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles ;

ainsi qu'un relevé du niveau d'eau dans les puits.

Au minimum 2 fois par an, des analyses portant au moins sur les paramètres suivants sont réalisées : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, COT.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées au paragraphe suivant du présent arrêté sont mises en œuvre.

24.06 Plan de surveillance renforcée des eaux souterraines

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

24.07 Co-dépollution biogaz/lixiviats

Les rejets à l'atmosphère de l'unité de traitement des lixiviats doivent demeurer en deçà des valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Valeurs limites (mg/Nm ³)
Poussières totales	10
CO	150
COV non méthaniques	100
HCl	50
HF	5
SO ₂	150
NO _x	50
Pb + Cr + Cu + Mn + Zn	5
Cd + Hg	0,2

Les résultats des mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression : 273 °K, 103,3 kPa, teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

L'exploitant fait réaliser une campagne annuelle d'analyses sur les rejets à l'atmosphère du dispositif d'évaporation par un organisme de contrôle agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Le volume de biogaz valorisé sur l'unité doit être calculé mensuellement.

24.08 Contrôle du réseau biogaz et de la torchère:

L'installation de destruction du biogaz est conçue et exploitée afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à son fonctionnement.

Les analyses du biogaz sont réalisées semestriellement pour les paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O. Le volume de biogaz brûlé en torchère doit être calculé mensuellement en tenant compte des variations de production de biogaz et de la durée de fonctionnement de la torchère.

En cas de destruction du biogaz par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet.

Les gaz émis par la torchère doivent respecter les valeurs limites suivantes, exprimées sur gaz sec pour une teneur en oxygène de 11 % :

- SO₂ < 200 mg/Nm³ ;
- CO < 150 mg/Nm³.

Les résultats des mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression : 273 °K, 103,3 kPa, teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

24.09 Suivi du bilan hydrique

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force des vents, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés).

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.

Ce bilan est calculé au moins annuellement et est adressé à l'inspection des installations classées. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux de polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

24.10 Vérification électrique

L'exploitant tient le rapport annuel de contrôle des installations électriques à la disposition de l'inspection.

24.11 Programme de suivi

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins 30 ans (à partir du 28 juin 2013). Une première phase du programme de suivi est réalisée pendant une durée minimale de 5 ans et comprend notamment :

- l'inspection du site et des installations restant en place, réalisée par l'exploitant ou son représentant ;
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal, bassins, ...) ;
- les contrôles des rejets prévus par le présent arrêté ;
- les observations géotechniques du site avec contrôle annuel des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse à Monsieur le Préfet un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, un arrêté préfectoral complémentaire prescrira éventuellement une modification du programme de suivi.

24.12 Normes

Les analyses dans l'air et dans l'eau sont réalisées conformément à l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Les prélèvements d'échantillons et les analyses dans les eaux souterraines sont conduits suivant la norme ISO 5667-11:2009 « Qualité de l'eau - Échantillonnage - Partie 11 : lignes directrices pour l'échantillonnage des eaux souterraines » ou toute norme équivalente. D'une manière plus détaillée, les analyses sont réalisées conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

En l'absence de normalisation, les essais sont menés suivant les bonnes pratiques en la matière.

24.13 Contrôles extérieurs

Au moins une fois par an, la surveillance des lixiviats, des eaux de ruissellement intérieures au site, des eaux de décompression, des eaux superficielles et des eaux souterraines doit être effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

24.14 Contrôles inopinés

L'inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

24.15 Transmission des résultats

Les résultats des mesures relatives à la surveillance des rejets de l'installation sont transmis à l'inspection des installations classées via le rapport annuel ou semestriellement. Ils sont accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Ces résultats doivent en outre mentionner le nom des personnes ayant procédé aux prélèvements et les méthodes de prélèvement et d'analyse employées.

24.16 Archivages des résultats

Les résultats des contrôles relatifs à la surveillance de l'installation (analyses des lixiviats, des eaux superficielles, des eaux de ruissellement internes et de décompression, des rejets de l'installation de co-dépollution biogaz/ lixiviats) sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à la période de suivi post-exploitation.

Article 25. Information de l'administration

25.01 Rapport d'activité annuel

Annuellement, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, un rapport contenant au minimum :

- une synthèse des analyses relative à la surveillance de l'installation ;
- l'ensemble des aménagements effectués sur le site ;
- l'évolution des tassements ;
- tout élément d'information pertinent sur le suivi de l'installation de stockage dans l'année écoulée et les demandes éventuellement exprimées par le public auprès de l'exploitant.

Le rapport de l'année N est adressé au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

Une copie de ce rapport est adressée au Président de la commission de suivi de sites.

25.02 Accident – incident

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

S'il s'agit d'un accident ou d'un incident pouvant engendrer une pollution des eaux, le service chargé de la police des eaux doit être également prévenu.

L'exploitant est tenu pour responsable des dommages éventuels causés à l'environnement par l'exercice de son activité.

Article 26. Couverture des derniers casiers et alvéoles exploités

La couverture finale du site n° 2 (exploité en rehausse) a une structure multicouche avec du haut vers le bas :

- une couche de terre végétale de 30 cm d'épaisseur permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapotranspiration (composée de terre végétale ou d'un mélange terre + compost) ;
- un dispositif anti-érosion et de drainage par géosynthétique ;
- une membrane PeHD de 1,5 mm d'épaisseur ;
- une couche de nivellement d'une épaisseur d'au moins 50 cm réalisée avec des matériaux argileux.

La couverture finale du site n° 3 a une structure multicouche avec du haut vers le bas :

- une couche de terre végétative de 30 cm d'épaisseur permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapotranspiration (composée de terre végétale ou d'un mélange terre + compost) ;
- un dispositif anti-érosion et de drainage par géosynthétique ;
- une membrane PeHD de 1,5 mm d'épaisseur ;
- un écran de perméabilité inférieure à 1.10^{-6} m/s d'une épaisseur d'au moins 1 mètre, empêchant les infiltrations des eaux de ruissellement vers le massif de déchets réalisé par des matériaux argileux ou tout dispositif équivalent assurant la même efficacité.

Article 27. Réaménagement

Les terrains réaménagés sont enherbés. La cote finale des terrains réaménagés est au maximum de 315 m NGF pour la rehausse sur le site n° 2 et de 310 m NGF pour la rehausse sur le site n° 3.

Article 28. Dispositions post-exploitation

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage, de traitement du biogaz, de traitement des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

Article 29. Plan du site après couverture

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture.

Le plan général de couverture et les plans de détail, qui lui sont éventuellement associés, présentent :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte, tranchée drainante, limite de couverture, bassin de stockage, unité de traitement, système de captage du biogaz, torchères, ...) ;
- la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses, ...) ;
- la projection horizontale des réseaux de drainage, ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent ;
- les courbes topographiques d'équidistance 5 mètres ;

Article 30. Cessation définitive de l'exploitation

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse à Monsieur Le Préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

Monsieur le Préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Le rapport de visite établi par l'inspection des installations classées est adressé par Monsieur le Préfet, à l'exploitant et au maire de la ou des communes intéressées ainsi qu'aux membres de la commission de suivi de site. Sur la base de ce rapport, Monsieur le Préfet consulte les maires des communes intéressées sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

Monsieur le Préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières. Il peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

Article 31. Garanties financières

Le centre de stockage de déchets de MENARMONT doit disposer de garanties financières. Les articles suivants définissent les modalités d'actualisation et d'application de ces garanties.

31.01 Objet des garanties financières

Les garanties financières sont relatives à la surveillance du site, aux interventions en cas d'accident ou de pollution et à la remise en état du site après exploitation.

Le Préfet pourra faire appel à ces garanties :

- soit pour assurer la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident, la remise en état après la fermeture ; dans ce cas, l'appel aux garanties financières sera fait en cas de non-respect des arrêtés préfectoraux réglementant la gestion du site et après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit après disparition juridique de l'exploitant.

31.02 Montant des garanties financières :

Le tableau ci-après indique les montants à garantir pour chaque période en euros :

ANNEES	MONTANT € HT
28/06/2013 au 28/06/2016	1 972 310
29/06/2016 au 28/06/2019	1 972 310
29/06/2019 au 28/06/2022	1 479 232
29/06/2022 au 28/06/2025	1 479 232
29/06/2025 au 28/06/2028	1 479 232
29/06/2028 au 28/06/2031	1 464 440
29/06/2031 au 28/06/2034	1 420 944
29/06/2034 au 28/06/2037	1 378 741
29/06/2037 au 28/06/2040	1 337 791
29/06/2040 au 28/06/2043	1 298 057

31.03 Etablissement des garanties financières :

Les garanties financières sont établies par l'exploitant soit auprès d'un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance.

Le montant de ces garanties doit au moins être acquis pour la période en cours.

Le montant des garanties est à tout moment au moins égal au montant HT de la période en cours tel que défini dans le tableau ci-dessus du présent arrêté, augmenté du taux de TVA applicable au début de la période en cours et actualisé suivant les dispositions du présent arrêté.

Ces garanties doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.

La justification des renouvellements de ces garanties est adressée à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois avant l'échéance de la période en cours.

Le document attestant de la constitution de ces garanties doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

31.04 Actualisation des garanties financières :

Le montant des garanties peut être révisé par arrêté complémentaire pour tenir compte d'évènement susceptible d'intervenir en cours de la période de suivi long terme, de modification apportée par l'exploitant à son mode de gestion ou de la réalisation par l'exploitant des obligations que doivent couvrir les garanties. Les demandes éventuelles de modification doivent être adressées à Monsieur le Préfet au plus tard six mois avant l'échéance de la période en cours de garantie.

L'exploitant tient à jour un état de situation des garanties qui lui ont été accordées ainsi que l'état prévisionnel des garanties que rend nécessaire son suivi post-exploitation. Ces états sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Tous les trois ans, le montant des garanties financières fixé par le présent arrêté est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01 (indice travaux publics).

En cas d'augmentation d'au moins 15 % de cet indice sur une période inférieure à trois ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

L'exploitant actualise le montant des garanties financières en appliquant la formule suivante :

$$M_n = M_0 \times (1 + TVA_n)^* TP01_n / TP01_0$$

M_n : montant exigible l'année n en fonction de la période/année considérée (en € TTC);

M_0 : montant initial (en € HT) qui sera pris dans la deuxième colonne du tableau figurant à l'article 31.02 de l'arrêté préfectoral (en fonction de la période/année considérée);

TVA_n : taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable l'année n ;

$TP01_0$: valeur de l'indice de référence qui sera pris égal à 457.30 (juin 2002) ;

$TP01_n$: valeur de l'indice l'année n.

TITRE II - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 32. Abrogation

Les prescriptions contenues dans les arrêtés suivants sont abrogées :

- arrêté préfectoral modifié n° 1510/2004 ;
- arrêté préfectoral n° 2646/2007.

Article 33.

Le Préfet des Vosges, la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Vosges et dont une ampliation est notifiée à :

SITA Lorraine

Monsieur le Directeur

5 rue des Drapiers

57075 METZ Cedex 3

Délais et voies de recours : Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois suivant sa notification et dans les dispositions précisées à l'article L. 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

LOCALISATION DES SITES



